

TREND

SUBSTANCES PSYCHOACTIVES, USAGERS ET MARCHÉS TENDANCES RÉCENTES À LILLE ET DANS LES HAUTS-DE-FRANCE EN 2024

SOMMAIRE

SYNTHÈSE	4
OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE	5
Un dispositif de recueil de données qualitatives multisitué	5
Les investigations réalisées en 2024	6
TRAFICS LOCAUX ET MODALITÉS D'APPROVISIONNEMENT	8
Éléments de contextualisation : de l'international au local	8
Transport de drogues en bus : un mode d'acheminement davantage contrôlé	9
Expansion de la livraison de drogues	10
<i>Recours croissant aux réseaux sociaux et applications de communication</i>	10
<i>L'utilisation des textos et appels téléphoniques pour cibler les usagers de cocaïne basée et d'héroïne</i>	11
La persistance de points de vente importants dans la Région	13
<i>Des points de deal qui s'adaptent à la grande précarité de la majorité de leurs clients</i>	13
<i>Des organisations pyramidales qui s'imposent encore</i>	14
<i>Des tailles et des formes variées du trafic</i>	15
<i>Usagers de drogues très précaires en première ligne du trafic lillois</i>	15
Trafic de médicaments dans la Région : un large panel de molécules proposées	16
Les prix des principales drogues à Lille et dans la région Hauts-de-France	18
USAGES ET USAGERS DE DROGUES DANS LES ESPACES DE LA MARGINALITÉ URBAINE	19
Omniprésence des usages de cocaïne basée dans toute la Région	19
<i>Des profils d'usagers et des motifs d'usage de plus en plus protéiformes</i>	19
<i>Centration extrême sur le produit et précarisation</i>	21
Difficultés et enjeux de la réduction des risques associée à l'usage de cocaïne basée	24
<i>Le cas du basage : des freins et des innovations</i>	24
<i>Le cas du matériel d'inhalation : un levier encore restreint</i>	26
L'héroïne toujours consommée dans la Région Hauts-de-France	27
<i>Un usage le plus souvent en second plan</i>	27
<i>Baisse de l'injection d'héroïne au profit de l'inhalation et du sniff</i>	28
Lieux de vie et de consommations à ciel ouvert : des effets de déplacement	30
USAGES ET USAGERS DE DROGUES DANS LES ESPACES FESTIFS	34
Introduction	34
La démocratisation de la techno dans la MEL	35
<i>Une offre toujours plus importante d'espaces festifs et de soirées</i>	35
<i>Une diversification des publics marquée par quelques conflits</i>	35

Le mouvement de régularisation des organisateurs de <i>free parties</i> en Picardie	37
La kétamine : une drogue toujours très convoitée par les fêtards	37
AUTRES PHÉNOMÈNES MARQUANTS	39
<i>Chemsex</i>	39
<i>Cadrage</i>	39
<i>Des sessions chemsex plus exigeantes</i>	39
<i>Diversification des modes de gestion des descentes</i>	40
<i>Les sorties du chemsex : quelles difficultés et quelles stratégies mises en place ?</i>	40
<i>La pratique du chemsex à la croisée de diverses conséquences</i>	41
<i>Un accompagnement qui se développe</i>	42
Kétamine : profils variés des consommateurs	43
BIBLIOGRAPHIE	45
ANNEXES	46
Annexe I. Liste des sigles	47
Annexe II. Liste des structures et institutions auditionnées	49
Annexe III. Les analyses SINTES en 2024	50

Remerciements

À l'ensemble des professionnels de l'association CèdrAgir, en particulier Laurent Deligne (directeur général) et Valentine Duquenne (directrice qualité).

À l'équipe du CAARUD Sleep'in de Lille qui héberge le site TREND/SINTES Hauts-de-France et partage des connaissances précieuses.

Aux associations partenaires : CMAO, SATO Picardie et Le Mail qui ont permis de mettre en lumière les réalités de terrain et la parole des usagers à travers la production de notes ethnographiques et d'entretiens de grande qualité. Merci infiniment à Juliette, Arthur, Olivier, Lola et Agnès.

À l'ensemble des professionnels de la RdRD, du médico-social, du sanitaire, du champ de l'exclusion et de l'application de la loi pour leur expertise et leurs témoignages.

Aux usagers qui ont accepté de partager leurs expériences et qui constituent l'enjeu central de ce rapport.

Aux collecteurs SINTES pour leur implication.

À l'OFDT, en particulier Clément Gérôme, coordinateur du dispositif TREND, Sabrina Cherki, coordinatrice du dispositif SINTES, et Yasmine Salhi, chargée d'études.

À l'ARS Hauts-de-France dont les financements permettent d'élargir le dispositif à toute la Région.

Pour citer ce rapport : Dutilleul B., Hervé C. (2025) Substances psychoactives, usagers et marchés - Tendances récentes à Lille et dans les Hauts-de-France en 2024, Paris : OFDT, Lille : CèdrAgir, 52 p.

SYNTHÈSE

Les données recueillies en 2024 montrent que les moyens d'approvisionnement et les trafics de drogues sont toujours très dynamiques dans les Hauts-de-France. En ville comme dans les territoires ruraux, la livraison via les réseaux sociaux, applications de communication, mais aussi SMS est particulièrement décrite cette année. Les méthodes de vente se développent et se perfectionnent. Les techniques marketing employées par les trafiquants intègrent maintenant le « service après-vente » et se diversifient pour accroître le nombre de clients, qu'il s'agisse d'usagers de drogues intégrés au niveau socio-économique ou au contraire en situation de grande précarité. En outre, les points de deal physique restent très actifs. Les réseaux s'adaptent aux interventions policières et à la demande. Certains développent des activités de livraison en parallèle.

Du côté des espaces de la marginalité urbaine, les consommations de cocaïne basée et la précarité des usagers concernés sont encore très visibles. Les acteurs interrogés observent de plus en plus d'usagers de drogues faisant la manche, en particulier aux terrasses des cafés. Les motifs d'expérimentation et d'usage et les publics concernés par la cocaïne basée sont protéiformes. Davantage de personnes insérées socialement sont aujourd'hui consommatrices. La réduction des risques associée à l'usage de cocaïne basée reste un défi pour les professionnels, notamment au regard des contraintes budgétaires des structures. Chez les usagers, le basage à l'ammoniaque reste majoritaire malgré les nombreuses complications sanitaires qui en découlent. Néanmoins, les professionnels, avec l'aide de certains usagers, continuent d'être innovants (basage au bicarbonate ou « à froid », rinçage du caillou, distribution de flacons adaptés à l'ammoniaque, etc.). L'héroïne est quant à elle moins centrale dans la région et de moins en moins injectée. Elle reste toutefois consommée par beaucoup d'usagers surtout le territoire régional. En 2024, la ville de Lille abrite encore des lieux de consommation à ciel ouvert où différents publics précaires se croisent (travailleuses du sexe, personnes en situation de migration et usagers de drogues). Après la fermeture de la friche Saint-Sauveur, des groupes se sont reformés dans de nouveaux lieux (qui se convertissent aussi en lieux de deal).

Concernant les milieux festifs, les acteurs interrogés confirment la diffusion de la musique techno dans la métropole européenne de Lille (MEL) avec l'établissement de nouveaux espaces et événements dédiés. La diversification des publics se poursuit aussi, avec parfois des cohabitations difficiles (par exemple entre un public LGBTQIA+ et un public plus masculiniste). Les organisateurs de *free parties* sont plus nombreux à déclarer leur événement auprès des autorités, en réaction aux restrictions préfectorales et interventions des forces de l'ordre. Les consommations de drogues dans les espaces festifs technos restent diversifiées : alcool, cannabis, stimulants, hallucinogènes. Des produits de synthèse tels que l'ecstasy/MDMA et la kétamine sont particulièrement prisés. L'usage de kétamine s'inscrit aussi en dehors des espaces festifs auprès d'un public varié (actuel ou anciens fêtards, *chemsexers*, personnes en difficulté psychique, en situation de grande précarité, etc.). Ces consommations, parfois problématiques, s'observent chez des publics jeunes (moins de 25 ans), mais aussi chez des personnes plus âgées (plus de 30-40 ans).

Enfin, la pratique du *chemsex* demeure très présente dans la région. Beaucoup de *chemsexers* commencent à se tourner vers des sessions en plus petit comité, avec des personnes de confiance. Quelques-uns recherchent de nouveaux moyens de gérer les descentes, c'est-à-dire la fin des effets des produits consommés qui s'accompagne parfois d'une phase dépressive (usage de psilocybine ou d'héroïne par exemple, en plus du cannabis et des benzodiazépines). Les professionnels du soin et de la réduction des risques et des dommages (RdRD) sont toujours sollicités. Ils tentent de s'adapter et de développer de nouveaux accompagnements.

OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

Un dispositif de recueil de données qualitatives multisitué

Piloté par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) depuis 1999, le dispositif TREND a pour objectif de repérer et de décrire les phénomènes émergents et/ou peu répandus dans le champ des drogues et de comprendre leurs évolutions. Pour remplir cette mission, l'OFDT s'appuie sur un réseau de neuf coordinations locales (implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse et sur l'île de La Réunion) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information.

- Le dispositif TREND couvre quatre thématiques qui structurent le recueil d'informations par les différentes coordinations :
 - Les personnes particulièrement consommatrices de produits psychoactifs¹ : leurs pratiques d'usage, les conséquences sanitaires et sociales de ces usages, leurs modes de vie, leurs profils sociaux, leurs représentations/perceptions des produits.
 - Les espaces et contextes de consommation fréquentés par les usagers particulièrement consommateurs :
 - les espaces festifs technos regroupant les scènes alternatives (*free parties*, squat) et commerciales (clubs, discothèques, bars, festivals) ;
 - les espaces de la marginalité urbaine qui regroupent les lieux fréquentés par des personnes en situation de grande précarité (rues, squats, zones de deal, structures dédiées aux usagers, etc.).
 - Les produits : leur nom, leur composition chimique (en lien avec le dispositif SINTES, voir encadré page suivante), leur prix et leur mode de consommation.
 - L'organisation et les pratiques des réseaux de trafic locaux et les modalités d'acquisition de proximité.

Le travail d'enquête s'appuie sur des données qualitatives (observations ethnographiques, entretiens collectifs et individuels) recueillies auprès d'acteurs (usagers, équipes des CAARUD et des CSAPA, de l'application de la loi, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales. La fiabilité des données recueillies repose sur le principe de triangulation : les informations recueillies sont systématiquement confrontées et mises en perspective avec d'autres sources et auprès d'autres acteurs (Gérome, 2020).

Le système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES)

Le dispositif SINTES est un outil de veille sanitaire qui documente la composition des produits circulant, illicites ou non réglementés (dosage, produits de coupe, identification de nouvelles molécules et logos), à partir des résultats d'analyses des saisies effectuées par les services d'application de la loi, d'une part, et des collectes de produits réalisées directement auprès des usagers, d'autre part.

SINTES vise à :

- mieux connaître la composition des produits consommés : par la collecte et l'analyse de produits, notamment des substances ayant posé des problèmes sanitaires graves ou inhabituels ou présentant un caractère de nouveauté (appellation, aspect, etc.) ou des substances faisant l'objet d'une veille active ;
- informer le dispositif d'alerte et de transmission d'information rapide, en lien avec les autres acteurs régionaux du champ et les niveaux national et européen : l'*Early Warning System* (EWS) de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (European Monitoring Centre on Drugs and Drug Addiction, EMCDDA), ainsi que la Cellule nationale d'alerte (CNA) ;
- apporter des connaissances sur les nouveaux produits auprès des professionnels et des usagers.

1. À l'exception de l'alcool et du tabac, le dispositif s'intéresse à l'ensemble des produits psychoactifs, illicites ou détournés de leur usage.

Chaque coordination locale produit annuellement un état des lieux de la situation en matière de consommations et de trafics² qui vise à :

- favoriser l'échange, l'acquisition et le partage des informations entre les différents acteurs locaux concernés par la question des drogues ;
- éclairer les décideurs, améliorer le contenu et le pilotage des politiques publiques locales en les faisant reposer sur des informations fiables et un diagnostic commun ;
- appréhender rapidement la portée d'un signal sanitaire, évaluer la réalité d'un phénomène et sa dangerosité potentielle ;
- contribuer à l'animation des réseaux professionnels locaux en matière d'addiction.

La coordination nationale du dispositif produit un numéro de *Tendances* qui synthétise les informations recueillies localement. Ponctuellement, d'autres publications thématiques se fondent totalement ou partiellement sur les données recueillies dans le cadre du dispositif Trend (au cours des cinq dernières années sur le GHB/GBL, le protoxyde d'azote ou les usages de drogues des mineurs non accompagnés)³.

TREND-SINTES est implanté dans la région Hauts-de-France depuis 2001. Il est porté par l'association CèdrAgir par convention avec l'OFDT, et est soutenu par l'ARS Hauts-de-France depuis décembre 2019.

Les investigations réalisées en 2024

En 2024, 13 entretiens ont été réalisés auprès d'acteurs des champs sanitaires et sociaux :

- 7 entretiens collectifs auprès de CAARUD de la région (4 en MEL, 1 dans le Pas-de-Calais, 1 sur le littoral et 1 en Picardie)
- 1 entretien collectif avec une association de réduction des risques en milieux festifs (MEL)
- 1 entretien collectif avec des fêtards également acteurs de réduction des risques (MEL)
- 1 groupe focal festif avec les CAARUD picards (Aisne, Somme, Oise)
- 1 groupe focal sanitaire regroupant 12 acteurs issus de 10 structures implantées dans la MEL (CSAPA, centre hospitalier, addictovigilance, coordination de soins en addictologie, pharmacie, Samu social, CAARUD)
- 1 groupe focal sanitaire regroupant 17 acteurs issus de 11 structures implantées en Picardie (CSAPA, Samu social, CAARUD)
- 1 entretien individuel avec un médecin généraliste (MEL)

1 groupe focal a été réalisé avec des acteurs du champ de l'application de la loi (CROSS, OFAST, douanes, laboratoire de police scientifique)

5 entretiens (collectifs et individuels) ont été menés par la coordination auprès d'usagers :

- 2 entretiens collectifs avec des usagers très précaires (MEL)
- 1 entretien avec un usager d'héroïne et de cocaïne basée très précaire (MEL)
- 1 entretien avec usager de cocaïne basée inséré socialement (MEL)
- 1 entretien avec un *chemsexer* (MEL)

2. Les rapports locaux TREND-SINTES sont téléchargeables sur : https://www.ofdt.fr/publication/recherche?f%5B0%5D=publication_facet_dispositif_d_enquete_et_d_observ%3A1269&f%5B1%5D=publication_facet_type_publication%3A1152

3. Ces publications sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/dispositif-trend-tendances-recentes-et-nouvelles-drogues-1713>

De plus, les partenariats avec les associations CMAO (Samu social de Lille), Le Mail (CAARUD d'Amiens) et SATO Picardie (CAARUD de Montataire) ont permis de produire, via le travail des responsables d'observation, des notes ethnographiques et des entretiens :

- MEL : 4 notes ethnographiques et 4 entretiens approfondis
- Oise : 3 notes thématiques (28 entretiens)
- Amiens : 5 entretiens approfondis

Au total : environ 46 usagers de drogues et 88 professionnels ont été interrogés par la coordination régionale et les responsables d'observation.

D'autres sources ont permis de documenter ce rapport :

- la revue de presse régionale ;
- la participation ponctuelle de la coordination régionale aux réunions du réseau Collectif RdR regroupant les CAARUD de la région et à des séances d'observation sur le terrain ;
- des échanges réguliers avec l'ensemble du réseau régional et avec le CAARUD Sleep'in de Lille qui héberge le site TREND/SINTES dans les Hauts-de-France (mails, réunions, échanges téléphoniques, etc.) ;
- l'utilisation de données bibliographiques (OFDT, réseau des centres d'addictovigilance, littérature scientifique, etc.) et de données statistiques fournies par certains services (rapports d'activité, bilan régional des analyses de drogues fourni par le LPS⁴, etc.).

Le rapport s'appuie enfin sur les analyses réalisées par le dispositif SINTES dans les Hauts-de-France qui repose sur un réseau de 81 collecteurs dont 9 nouveaux collecteurs (contre 91 en 2023) répartis sur l'ensemble des CAARUD de la région, certains CSAPA, le centre d'addictovigilance et le Samu social. 29 structures sont représentées, dont 3 nouvelles. 45 collectes ont été réalisées cette année (contre 65 en 2023), dont 20 pour le Nord et le Pas-de-Calais et 25 pour la Picardie (voir annexe III pour les résultats).

La fin d'année 2024 est marquée par le recrutement d'une coordinatrice adjointe pour investiguer de nouveaux territoires sur la demande de l'ARS Hauts-de-France. Le dispositif TREND se déploiera dès l'année 2025 sur le bassin minier et le secteur Sambre-Avesnois-Thiérache.

4. Voir liste des sigles en annexe I.

TRAFFICS LOCAUX ET MODALITÉS D'APPROVISIONNEMENT

Éléments de contextualisation : de l'international au local

Les évolutions des trafics locaux de drogues illicites décrits dans cette partie s'inscrivent dans un contexte mondial marqué par des niveaux de production en forte augmentation depuis le milieu des années 2010 (UNODC, 2022b). Cette tendance concerne plusieurs familles de produits : les opioïdes comme l'héroïne ; les stimulants synthétiques comme la MDMA/ecstasy et semi-synthétiques comme la cocaïne ; les produits issus du cannabis, etc. Ces productions alimentent un marché ouest européen parmi les plus importants au monde (EMCDDA, 2022). La hausse importante des quantités saisies par les forces de l'ordre en Europe tend à illustrer indirectement cette abondance de l'offre internationale. Cette dernière, conjuguée à la forte concurrence entre réseaux de trafic, explique par ailleurs la stabilité voire la baisse des prix de détail et la hausse des teneurs moyennes constatées depuis les années 2010 pour la cocaïne ou la MDMA/ecstasy (Gandilhon, 2022). Le niveau sans précédent des teneurs moyennes de la résine de cannabis tient quant à lui aux mutations de la culture du cannabis au Maroc, principal pays producteur, avec l'introduction de variétés hybrides d'herbe importées, entre autres des Pays-Bas, à partir desquelles la résine est fabriquée (Chouvy et Macfarlane, 2018).

L'acheminement des produits sur le sol européen s'inscrit dans un contexte de mondialisation et de multiplication des échanges économiques et s'effectue par des vecteurs divers, le principal d'entre eux, notamment pour la cocaïne, étant la voie maritime via des porte-conteneurs. Le convoi puis la dispersion sur le sol hexagonal s'effectuent également via des moyens de transport divers selon les produits et les zones géographiques : transport maritime, mais également routier ou encore aérien.

La région Hauts-de-France est une zone frontalière, traversée par de nombreux axes autoroutiers, maritimes (en premier lieu le port de Dunkerque pour de la cocaïne en transit) et ferroviaires. Elle constitue un carrefour européen en matière de trafics de stupéfiants, notamment par sa situation limitrophe avec la Belgique puis les Pays-Bas, deux pays où les réseaux de production, de conditionnement et de redistribution de nombreuses substances illicites sont présents. Les villes d'Anvers et de Rotterdam sont souvent citées par les forces de l'ordre et par la presse comme d'importants lieux d'arrivée de cocaïne et d'héroïne. Des produits de synthèse comme l'amphétamine, l'ecstasy/MDMA ou encore le LSD sont produits en laboratoire dans ces deux pays et la kétamine y transite. L'herbe de cannabis y est également produite. Les forces de l'ordre de la région constatent par ailleurs des flux inversés de substances (de résine et d'herbe de cannabis, de drogues de synthèse et de cocaïne), c'est-à-dire depuis le Sud, en particulier via l'Espagne (par le vecteur maritime et autoroutier avec les go fast et convoys), à destination de la région Hauts-de-France ou des pays limitrophes. La Région est aussi une zone de transit vers l'Angleterre via les ferries et le tunnel sous la Manche. En outre, le recours croissant au fret et aux colis postaux comme modalité d'acheminement de petites quantités de drogues depuis plusieurs endroits du monde (Europe, France d'outre-mer ou encore d'Amérique) participe à la disponibilité de ces différentes substances dans la Région.

La ville de Lille est devenue progressivement un pôle important de trafic, notamment par sa position stratégique dans cet ensemble européen dynamique fortement urbanisé. Lille est pourvue de nombreux points de deal. Les réseaux de trafic implantés dans les cités sont souvent organisés de façon pyramidale, avec des rôles bien déterminés. Ils se répartissent dans différents quartiers populaires de la ville, particulièrement dans un vaste secteur de la moitié sud. La plupart proposent de l'héroïne et de la cocaïne, d'autres du cannabis (certains points de vente proposent toutefois ces trois produits, comme signalé dans de précédents rapports). Le présent rapport abordera plus précisément ces éléments dans une partie dédiée aux points de deal. Lille est aussi un point de

redistribution/transit pour certaines substances (l'héroïne, la cocaïne⁵, le cannabis et les drogues de synthèse) destinées à être acheminées sur des territoires alentour et d'autres régions de l'Hexagone.

Ces éléments permettent d'expliquer en partie certaines particularités des trafics locaux dans les Hauts-de-France : notamment les prix bas et la forte accessibilité de certains produits par rapport à d'autres régions (en premier lieu de l'héroïne).

Transport de drogues en bus : un mode d'acheminement davantage contrôlé

En 2024, l'office anti-stupéfiants (OFAST) et plus particulièrement les douanes de Lille constatent une augmentation du recours aux bus de voyage pour le transport de drogues. Au cours de l'année, les médias locaux ont également relayé plusieurs saisies d'héroïne, de comprimés d'ecstasy, de cocaïne ou encore de cannabis. Les saisies sont plus nombreuses, mais concernent des quantités faibles (environ 10 à 15 kg, parfois moins).

« Cette année et même l'année d'avant, des grosses quantités, des grosses saisies, on n'en a plus, très peu. On a beaucoup de passagers qui circulent avec 10, 15 kilos. [...] Il y en a très régulièrement, quasiment tous les jours. » (Douanes de Lille)

L'acheminement s'effectue via des mules qui peuvent ingérer plusieurs dizaines d'ovules de drogue (identifiées par radiographie pour un poids total d'environ 1 kilogramme), mais surtout via des passagers qui transportent les substances sur eux ou dans leurs bagages. A priori, ces bagages sont aussi souvent déposés directement dans le bus, puis réceptionnés à l'arrivée, sans être rattachés à un passager.

« Une autre possibilité, c'est que ce sont des valises qui sont mises dans le bus. Au départ, il n'y a personne qui voyage dans le bus ou peut-être une voiture qui suit, mais une récupération à l'arrivée. [...] On a souvent des difficultés à relier le bagage à un passager du bus et on pense que parfois la valise est mise comme ça dans le bus. Au chargement, le chauffeur ne fait pas forcément attention. Du coup, on se retrouve parfois avec des bagages et donc des procédures sur inconnus. » (Douanes de Lille)

Les profils des mules sont variés dans l'objectif de passer inaperçu : des hommes, des femmes, des femmes avec enfants. Néanmoins, ce sont majoritairement des jeunes hommes (moins de 30-35 ans). Parfois, des personnes plus âgées sont impliquées (plus de 45-50 ans). Les douanes évoquent par exemple le cas d'un homme de 70 ans en fauteuil roulant. Les transporteurs sont français, européens ou viennent d'autres pays. Selon trois cas différents relatés par la presse en 2024, des jeunes Nigérians résidant en Italie ont été interpellés à l'occasion d'un trajet depuis la Hollande, ces derniers avaient tous ingéré des ovules d'héroïne⁶ (d'autres cas identiques sont rapportés début 2025).

Les transporteurs, le plus souvent en difficulté financière et personnelle, sont en général rémunérés pour le trajet, mais ne semblent pas faire partie intégrante des réseaux de trafic.

De manière générale, les transporteurs effectuent le trajet depuis la Belgique (Bruxelles), mais beaucoup depuis la Hollande (Amsterdam et parfois Rotterdam) pour se rendre à Paris. Selon l'OFAST et la presse locale, des trajets inverses depuis l'Espagne sont également recensés pour le transport de cocaïne, de produits de synthèse ou de cannabis. La gare routière de Lille ne semble être, le plus souvent, qu'un espace de transit.

5. Les forces de l'ordre interrogées cette année notent un recours aux balises de géolocalisation par les réseaux de trafiquants de drogue, en particulier pour le transport de cocaïne. Ce faisant, les organisations peuvent suivre l'acheminement de la marchandise à distance et, potentiellement, comme cela s'est déjà vu, tenter des opérations de récupération du produit dans les bâtiments des forces de l'ordre.

6. *La Voix du Nord*, « Arrêté à bord d'un Flixbus à Lille, il transportait 1,2 kg d'héroïne dans son ventre », 20 mars 2024 ; *La Voix du Nord*, « Elle voyagait à bord d'un Flixbus avec une centaine d'ovules d'héroïne en elle », 23 avril 2024 ; *La Voix du Nord*, « Arrêtée à la gare routière de Lille-Europe, la mule avait avalé 44 ovules d'héroïne », 18 mai 2024.

Ce phénomène de multiplication des flux de transport pour des plus petites quantités tend à complexifier le travail des forces de l'ordre. Une petite saisie peut demander aux forces de l'ordre autant de temps qu'une saisie de plus grande importance.

« *Évidemment c'est plus compliqué pour nous puisqu'il faut être plus présent. Une constatation d'une tonne, de 100 kilos ou de 10 kilos, on va y passer presque autant de temps.* » (Douanes de Lille)

Par ailleurs, les douanes de Lille précisent que ce vecteur a été davantage contrôlé depuis 2023, ce qui peut contribuer à créer un effet loupe et augmenter la visibilité du phénomène. Selon leurs moyens, les douanes s'adaptent aux nouveaux flux de trafic.

« *On se réorganise sans arrêt parce que les organisations de fraude évoluent énormément et on a toujours un petit temps de retard. [...] On a une brigade qui s'est un peu spécialisée sur le ferroviaire, mais également sur les bus qui passent à la gare, à Lille et là on a des constatations qui ont fortement augmenté.* » (Douanes de Lille)

Expansion de la livraison de drogues

Recours croissant aux réseaux sociaux et applications de communication

La période de pandémie du Covid-19 a contribué au développement du recours aux réseaux sociaux et applications de communication. En 2024, Snapchat et Telegram sont les deux applications les plus citées par les professionnels, les forces de l'ordre et les usagers interrogés, toutes drogues confondues (cannabis, ecstasy/MDMA, cocaïne, kétamine ou encore cathinones⁷) à l'exception de l'héroïne. Toutefois, bien que la vente d'héroïne via ces applications soit encore très rare, elle a été repérée sur Snapchat par un acteur interrogé en 2024.

Ce mode de vente s'adresse à des usagers insérés socio-économiquement présentant des consommations récréatives ou festives, mais aussi, pour certains, des conduites addictives (usagers de cocaïne basée dépendants par exemple). La livraison de drogue s'étend sur tout le territoire des Hauts-de-France, allant jusqu'en ruralité (et parfois en Belgique). La presse locale s'en fait souvent l'écho⁸. Les réseaux de livraison (de tailles variables) peuvent couvrir plusieurs villes en une seule journée et parfois même plusieurs départements.

« *La livraison à domicile, c'est plus sur [ville de moins de 3 500 habitants du Pas-de-Calais]. Ils étaient [un couple de consommateurs] à 5 grammes [de cocaïne basée] par jour et en fait le dealer venait les livrer de Lille. [...] Ce n'est pas toujours le même gars qui fait le déplacement, mais c'est le même compte Snap [Snapchat].* » (Intervenante en CAARUD, Pas-de-Calais)

Selon les forces de l'ordre de la Région, certains réseaux de trafic ne fonctionnent qu'en livraison. D'autres la proposent et gèrent en parallèle des points de deal. Certains réseaux de livraison locaux se développent dans plusieurs régions (filiales). Des vendeurs plus indépendants qui s'organisent avec de plus petits effectifs se font aussi livrer par colis postaux ou passent la frontière belge pour se fournir. Ils organisent ensuite la revente et la livraison auprès d'un nombre de clients plus restreint.

En plus de couvrir davantage de territoires, les trafiquants proposent des quantités plus importantes. Ils diversifient également les formes et variétés de cannabis vendues.

« *Avant, ils proposaient un maximum de 50, 100 grammes sur Telegram pour de la beuh [herbe de cannabis]. Là, il y en a qui proposent au kilo alors que c'est le réseau consommateurs du dimanche quoi. [...] Les arrivages des États-Unis aussi de plus en plus, pour la beuh et la résine [de cannabis]. Une arrivée de wax [huile de cannabis] aussi qui revient qui était plus difficile à trouver avant.* » (Intervenant en CAARUD, Lille)

7. Nouveaux produits de synthèse stimulants et entactogènes.

8. Courrier picard, « Trafic de drogue : trois prévenus jugés à Beauvais pour avoir reproduit Uber Eats version "Uber shit" », 27 mai 2024 ; La Voix du Nord, « Un réseau roubaisien soupçonné d'alimenter la Région en cannabis via Telegram, huit hommes poursuivis », 5 octobre 2024.

Les acteurs interrogés relèvent encore la publication d'annonces de recrutement sur les applications de communication, notamment pour des postes de livreurs ou livreuses. La presse locale relaye également cette tendance⁹. Les réseaux de trafic fournissent le matériel nécessaire (trottinettes ou voitures par exemple). Des profils d'hommes, de femmes, d'étudiants et de mères célibataires ont été observés par les acteurs interrogés sans que ces derniers soient nécessairement consommateurs.

« C'est genre : "On recherche profil fiable, sérieux, discret", ça va te mettre la rémunération à la journée : "Contactez-moi pour plus... recherche rapidement." Là, c'est en contact privé.

C'est pas sur Snapchat, c'est en story ou c'est sur les canaux Telegram, une image qui va être mise pendant un moment. » (Intervenant en milieu festif, MEL)

Un ensemble de promotions est toujours proposé, voire davantage : prix réduits en période de black Friday par exemple, un produit ou un jeu de grattage offert en cas d'achat en grosse quantité, packs de différents produits proposés, etc. D'autres stratégies de marketing sont développées pour attirer la clientèle. Les vendeurs préviennent par exemple régulièrement leurs acheteurs des derniers produits reçus et des nouvelles offres de livraison disponibles.

« Mon dealer de cannabis à qui j'achète, il m'envoie chaque semaine son petit menu avec ce qu'il a. [...] Les messages sont toujours tournés comme ça hyper mimi. Et aussi, ça n'arrivait pas avant, mais ils donnent des jeux à gratter, tu vas prendre 20 balles, il va donner un petit Cash. On est devenu amis maintenant, peut-être que c'est ça. [...] Forcément. J'ai envie d'aller vers celui qui me donne un petit Goal [autre jeu de grattage]. » (Fêtarde, la vingtaine)

Les acteurs interrogés en 2023 et 2024 observent également une nouvelle tendance, le développement de service de retour client ou service après-vente. Les échanges se développent entre les gérants des canaux et les acheteurs concernant la qualité du produit après consommation, la satisfaction sur la livraison, les préférences sur les drogues qui pourraient être mises à disposition à l'avenir, etc. Des cadeaux sont parfois offerts en cas de retard du livreur (grinders¹⁰, feuilles à rouler, etc.).

Les forces de l'ordre (services de renseignement de la police, gendarmerie, etc.) tentent de s'adapter à cette nouvelle forme de trafic (plateforme de signalement, enquête numérique, etc.). Elles observent d'ailleurs que certains comptes de livraison sont directement gérés depuis des cellules de prison.

L'utilisation des textos et appels téléphoniques pour cibler les usagers de cocaïne basée et d'héroïne

La livraison de drogue suite à un échange téléphonique ou par SMS est une pratique de plus en plus récurrente. Les précédents rapports TREND s'en faisaient déjà l'écho, en particulier depuis la période de pandémie du Covid-19. L'usage des SMS vise ici un public plus précaire (avec ou sans logement) qui n'a pas ou peu accès à Internet et aux applications numériques, le plus souvent des consommateurs de cocaïne basée et d'héroïne.

Très couramment, l'usager reçoit un SMS générique qui précise les prix des produits (cocaïne, crack¹¹, héroïne et parfois cannabis) et atteste, en tant qu'argument de vente, de leur qualité. Les vendeurs indiquent également les horaires de livraison, souvent très larges (voir photos ci-dessous).

« Pour ma part, tout se passe par téléphone et, tous les matins, on reçoit des messages du genre OP [opérationnel] ou disponible. » (Usagère d'héroïne de 35 ans, habitant en zone rurale, Oise)

« Même à huit heures, même à sept heures, des numéros de téléphone, tu peux les appeler à sept heures du matin [...] des mecs que t'appelles qui viennent te livrer. » (Usager de cocaïne basée et d'héroïne de 55 ans, vit en foyer, Amiens)

La commande se fait par réponse texto ou par appel téléphonique, et les livreurs se déplacent ensuite sur le lieu de vie du consommateur ou proposent un point de rendez-vous.

9. La Voix du Nord, « Shop détente, le groupe Telegram qui offrait un système de vente de drogue clé en main », 12 avril 2024.

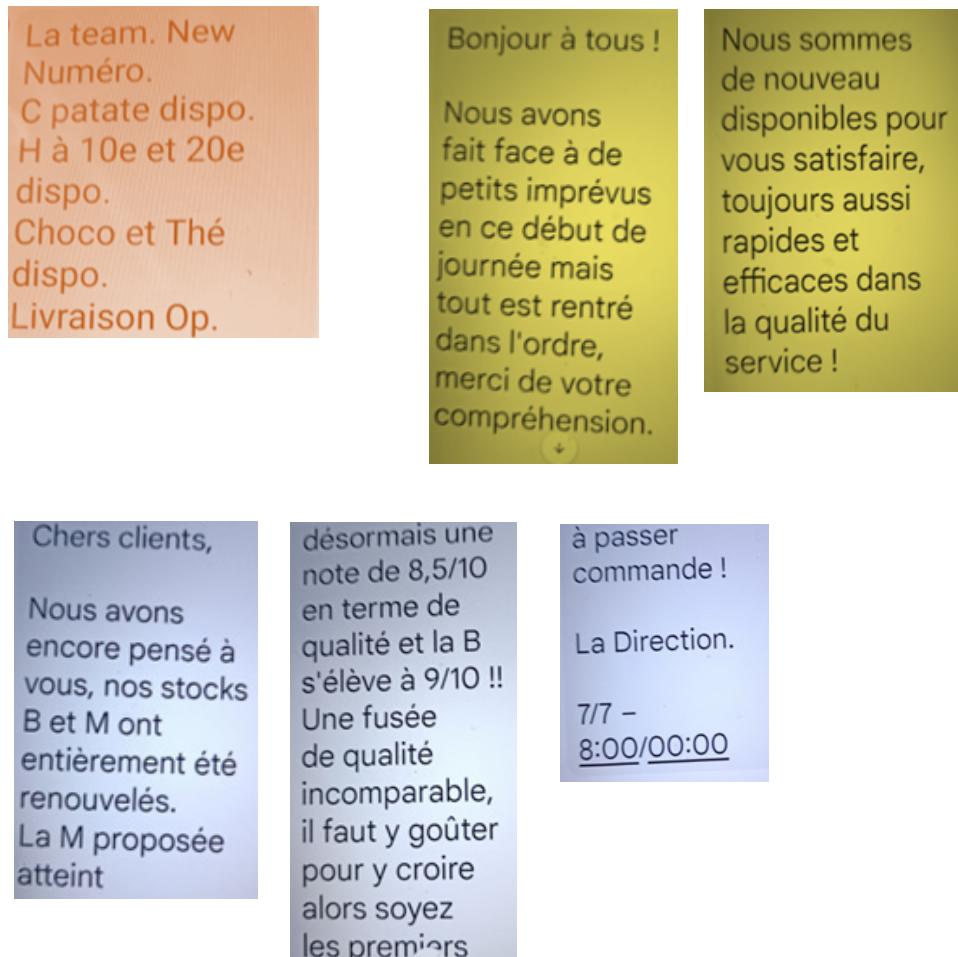
10. Accessoire qui permet d'effriter finement l'herbe de cannabis.

11. Les termes « cocaïne basée » ou « free base » sont utilisés pour désigner le produit lorsqu'il est basé par les usagers eux-mêmes, celui de « crack » est réservé pour désigner le même produit, mais vendu déjà sous sa forme solide prête à être fumée. Dans les Hauts-de-France, le marché de crack s'observe principalement dans l'Oise.

« C'est un jeune homme, enfin plusieurs parce que ça dépend de qui on appelle, qui viennent de [ville de l'Oise] et te livrent directement chez toi. » (Usagère d'héroïne de 35 ans, logée chez un tiers en ruralité, Oise)

« Il y a un point de rassemblement qui n'est pas loin. Souvent les dealers donnent rendez-vous. [...] On a [aussi] ceux qui sont en logement, ils viennent en bas de chez eux livrer. » (Intervenant en CAARUD, Nord)

Photos. Vente de drogues par SMS avec livraison¹²



Source : coordinateur (MEL, Picardie)

Les observateurs du dispositif TREND ainsi que les usagers de drogues et les professionnels de CAARUD interrogés en 2024 constatent ce phénomène dans les grandes villes de la Région (Lille, Amiens, Dunkerque), mais également dans des villes de taille moyenne (Beauvais, Compiègne, Abbeville). Dans certaines de ces dernières, ce fonctionnement par livraison supplante parfois les points de deal.

« À [ville de l'Oise où se fournit l'usager], il n'y a plus de fours [points de vente physique], ça ne marche que par livraison. Tu appelles, le mec se déplace ou te donne rendez-vous, mais il faut téléphoner. » (Usager d'héroïne de 48 ans, logé chez un tiers en ruralité, Oise)

12. C = cocaïne ; H = héroïne ; Choco = résine de cannabis ; Thé = herbe de cannabis ; B = blanche = cocaïne ; M = marron = héroïne.

« Les fours, c'est fini, c'est plus comme avant. Les mecs t'envoient un SMS genre OP quand c'est possible d'acheter, je téléphone et je prends rendez-vous. » (Usager d'héroïne de 54 ans, logé chez un tiers en ville, Oise)

Le périmètre de livraison s'étend aux communes qui bordent la ville d'implantation du réseau de trafic, voire à des communes plus éloignées et plus rurales, à plusieurs dizaines de kilomètres parfois. Cet élargissement peut contribuer à faciliter l'accès à certains produits initialement uniquement accessibles en ville (comme le crack dans l'Oise par exemple). Dans certains cas, les usagers doivent commander une quantité minimale pour être livrés (30 euros ou 5 grammes minimum par exemple) ou payer un supplément (10 ou 20 euros). C'est particulièrement vrai quand le livreur doit se déplacer en dehors de la ville d'implantation ou après une certaine heure (22 heures, par exemple).

« C'est un système de livraison, mais par contre ils te font payer 10 euros de livraison. Par exemple, si tu veux une boule de 70 euros [environ 5 grammes d'héroïne], tu donnes 80 balles. » (Usagère d'héroïne de 35 ans, logée chez un tiers en ruralité, Oise)

« La livraison est gratuite, mais passé 22 heures si tu achètes une boule, c'est 10 ou 20 balles la livraison. » (Usager d'héroïne de 48 ans, logé chez un tiers en ruralité, Oise)

Plusieurs usagers interrogés expliquent qu'ils sont inondés de textos d'individus qu'ils ne connaissent pas. Comme indiqué dans les rapports précédents, les vendeurs semblent se revendre des listes de numéros. Certains usagers précisent que ce démarchage numérique intensif par SMS peut contribuer à les mettre en difficulté quand ils ont décidé d'arrêter de consommer ou de réduire leurs consommations.

« Tu n'es plus protégé. Tu veux arrêter, tu reçois des dizaines de messages par jour de personnes des fois différentes. Pas une même personne. Dix personnes par jour : "Ça, c'est de la dynamite, de la pata-te." » (Usager d'héroïne et de cocaïne basée de 42 ans, sans logement, Lille)

Dans certains cas, l'usager doit lui-même récupérer les numéros de téléphone via le bouche-à-oreille et se faire connaître des réseaux de vente pour éviter les suspicions. Dans d'autres cas, en particulier à Lille, les membres des réseaux de trafic, souvent des jeunes hommes, démarchent physiquement les usagers de drogues très précarisés. Ils vont directement à leur rencontre dans l'espace public et leur distribuent des numéros de téléphone.

« Si le mec il n'a pas ton numéro dans son téléphone, il ne te répond pas ou alors ils font une enquête pas possible : "T'es qui, tu viens d'où ?" » (Usager polyconsommateur de 44 ans, logé en ville, Oise)

« C'est des petits jeunes qui passent dans la ville, qui te disent : "Tiens, je te laisse ce numéro." Et tu appelles ou tu fais un texto. » (Usager de cocaïne basée et d'héroïne de 28 ans, sans logement, Lille)

Ces techniques de vente rejoignent par ailleurs le fonctionnement du marketing de la vente de drogues par réseaux sociaux et applications de communication. Malgré les quelques problèmes évoqués, auxquels s'ajoutent par exemple des soucis de ponctualité, beaucoup d'usagers apprécient la fluidité de ce mode de fonctionnement et son caractère moins risqué.

« Autant quand tu vas dans la cité, il y a les flics, il y a des choses qui font que t'es un peu en danger, autant quand tu te fais livrer, no stress. [...] Le mec vient te l'apporter. » (Usager de cocaïne basée et d'héroïne de 55 ans, vit en foyer, Amiens)

La persistance de points de vente importants dans la Région

Des points de deal qui s'adaptent à la grande précarité de la majorité de leurs clients

En 2024, les points de vente de drogues sont toujours très actifs dans la Région et en particulier dans la métropole européenne de Lille (MEL) ou encore dans le secteur amiénois. Malgré l'expansion de la vente par livraison comme signalé dans les parties précédentes, le modèle du point de deal perdure. Ces derniers sont principalement fréquentés par des usagers précaires, voire très précaires. À ce sujet, les doses d'héroïne et de cocaïne vendues sont régulièrement inférieures à 1 gramme

(environ 0,2 ou 0,4/0,5 gramme) et les pièces de monnaie sont acceptées sur certains lieux de vente. Ce fonctionnement marque l'adaptation des réseaux au public précaire et explique en partie leur pérennité.

« *Les points de deal prennent les pièces jaunes. Les gens ont même plus besoin de s'embêter à faire un billet. Il y a des mecs qui vont choper [acheter] ils ont 9,70 euros, ça passe, parce que le mec va quatre fois par jour.* » (Intervenant en CAARUD)

« *Une interpellation cette semaine [dans la MEL] il y a eu plus de 100 doses d'héroïne qui étaient préconditionnées et qui pesaient pour chaque dose 0,2 gramme. On pense que chaque dose était revendue 5 euros. D'ailleurs, lors de cette affaire, plus de 3 000 euros en pièces de monnaie de 2, 1, 0,50, 0,20, 0,10 euro ont été découverts, sur les 15 000 euros [...] lors de cette affaire. [...] Ce point de deal s'adapte aux finances des consommateurs. [...] Et pareil, il y a des doses de 0,4 gramme de cocaïne [environ 700-800 doses] qui ont été découvertes et qui sont vendues 20 euros.* » (Forces de l'ordre, MEL)

Des publics plus insérés sur le plan socio-économique fréquentent parfois ces points de vente et se mêlent aux autres. Ils présentent alors souvent les mêmes usages de drogues. Cependant, ce constat tend à s'amoindrir en partie en raison de l'expansion de la vente par livraison.

« *Avant, il y avait, on va dire, trois quarts de personnes qui bossaient, qui avaient leur logement et qui consommaient et maintenant trois quarts des gens qui viennent au point de deal sont à la rue. Ils font la manche toute la journée et viennent dix fois par jour. Et un quart qui bosse, qui a un logement.* » (Usager précaire d'héroïne et de cocaïne impliqué dans le trafic, la quarantaine)

Des organisations pyramidales qui s'imposent encore

L'organisation du deal dépend toujours de grossistes (fournisseurs) qui acheminent les drogues en grandes quantités. Les organisations locales, qui peuvent alors collaborer à cette étape, se répartissent les lots de drogues et de produits de coupe et assurent la vente des produits.

« *Nous, quand on réceptionnait, on réceptionnait en grosses quantités et on dispatchait. Il y avait nous, [et d'autres points de vente]. Ce ne sont pas les mêmes gérants, mais c'est le même grossiste. Il y avait des sacs de coupe pour d'autres plans, ils avaient leur sac de coupe à côté. Mais moi, quand je détaillais, c'était toujours la même plaquette. Quand je la cassais au marteau pour les boulettes [pour conditionner les doses de drogues], c'était toujours la même [sous-entendu qu'il ne recoupait pas le produit].* » (Usager précaire de cocaïne et d'héroïne impliqué dans le trafic)

Selon les usagers interrogés, en cas d'opérations policières d'envergure, certains réseaux ont la capacité de se renouveler et de se réadapter rapidement pour reprendre le trafic. Au niveau local, le gérant coordonne certains points de deal, réceptionne la marchandise et gère les comptes (il peut lui-même prendre les ordres d'un supérieur selon les cas, lequel n'est pas nécessairement sur les lieux et s'occupe des relations avec les grossistes). Il ou les sous-gérants s'occupent de conditionner les doses et de ravitailler les vendeurs, mais aussi de constituer des équipes et de les payer (le recrutement s'effectue soit par interconnexions, soit via des offres relativement formalisées qui circulent parfois sur les réseaux sociaux et dans certains quartiers).

« *Je "boulettais", ça veut dire que je faisais les boulettes [doses de drogues] et je ravitaillais, je choisissais mes équipes. [...] Je prenais que des mecs de confiance, j'allais [dans d'autres communes] où je connais bien les gens et je les rapatriais ici. [...] Je faisais les comptes toutes les semaines. Y'a des moments où je rentrais [sur son lieu de vie] même avec les bonbonnes [lots de drogues] avec moi.* » (Usager précaire de cocaïne et d'héroïne impliqué dans le trafic)

Les équipes se composent de vendeurs qui disposent du produit sur eux (parfois une autre personne récupère l'argent) et de guetteurs. Ces derniers surveillent les allées et venues des forces de l'ordre, les clients qui se présentent (gestion de la file d'attente par exemple), mais aussi les vendeurs dans certains cas.

« *On se met dans un endroit et puis dès que la police arrive on crie "Arah, Arah !" [voilà la police] Tout le monde se cache, tout le monde se barre.* » (Guetteur et usager précaire de cocaïne et d'héroïne, la quarantaine)

« *Le soir ils vendent à [un autre endroit], il y a une queue... encore pire qu'à la CAF. Plus de 30 personnes. Ceux qui guettent, ils s'amusent à tabasser les consommateurs parce qu'ils ne sont pas en file indienne.* » (Polyconsommateur précaire, la quarantaine)

Des tailles et des formes variées du trafic

Les points de vente sont de formes variées. Il peut s'agir de gros points de deal au sein de résidences HLM des quartiers populaires. Il peut s'agir de points de vente secondaires (mobiles dans certains cas) qui dépendent ou pas d'un point de deal de plus grande envergure. Cette pratique permet de multiplier les zones de vente (dans un parc proche du point de vente, devant une entrée de garage, sur un chemin discret, etc.) et potentiellement de toucher plus d'individus avec des profils parfois plus larges. Quelques usagers interrogés en 2024 font état d'une forte présence (voire d'une augmentation) des petits points de vente.

« *Quand tu sors d'ici, t'as au moins 10 plans [petits points de vente], c'est dehors. C'est des plans fixes, t'en as partout. Pas forcément lié aux fours [points de deal de plus grande envergure].* » (Usager précaire de cocaïne et d'héroïne, la cinquantaine)

D'après les observateurs du dispositif TREND, il peut également s'agir d'un fonctionnement sur le format « drive ». Les transactions s'effectuent entre un vendeur situé dans une rue (souvent en sens unique) et un automobiliste qui passe, s'arrête un instant sans sortir de sa voiture lors de la transaction, puis repart.

« *Tu as des rues où tu passes, t'as tous les fauteuils sur le trottoir, donc là tu sais. [...] Ils te bloquent une rue. Ils passent [les clients], ils s'arrêtent en voiture. [...] Ils ne sortent pas de la bagnole. [...] La transaction se fait comme ça. [...] Et toi tu attends derrière dans ta voiture, tu ne dis surtout rien.* » (Intervenante en CAARUD)

Du point de vue du fonctionnement quotidien, les usagers interrogés, impliqués ou non dans le trafic, précisent que les amplitudes horaires de vente sont souvent très larges, les équipes se relayant au fil de la journée et de la nuit. L'activité semble être la plus dense en soirée. Les prix peuvent d'ailleurs parfois baisser à ce moment-là. La rémunération varie selon le poste et la prise de risque, l'heure et la plage horaire couverte et se fait en numéraire (selon les données recueillies cette année : entre 60 et 300 euros pour des rendements de quelques milliers d'euros par jour). Cependant, si l'individu est aussi un usager de drogues (grand précaire ou non), elle peut se faire en numéraire et/ou en drogue. L'usager impliqué dans la vente a parfois le choix, selon le point de vente, selon son statut et le rapport qu'il entretient avec le réseau.

« *J'avais le droit à 130 euros. Et après, c'était à toi de voir. Si tu consommais par exemple 80 euros, il te restait la différence. Je faisais 9 h/22 h.* » (Usager précaire de cocaïne et d'héroïne impliqué dans le trafic, la vingtaine)

« *Je n'étais pas assez payé pour prendre des risques. 110 euros pour travailler de 22 h à 5 h. Le chiffre d'affaires, c'était 1 500 euros. 10 %, ce n'est pas beaucoup. Et là où je suis, je fais guetteur je suis payé 100 euros, juste à surveiller, moins de risque, sur l'amplitude horaire de 10 h à 20 h.* » (Usager précaire d'héroïne et de cocaïne impliqué dans le trafic, la quarantaine)

Usagers de drogues très précaires en première ligne du trafic lillois

La vente et la surveillance sont en général confiées à des jeunes hommes du quartier, d'autres quartiers ou même d'autres villes de la Région, le plus souvent non consommateurs de cocaïne et d'héroïne. Depuis 2022, la vente est également parfois confiée à des usagers de drogues, hommes et femmes, en situation de grande précarité. Le premier objectif est d'atténuer les coûts de main-d'œuvre. Les usagers sont souvent moins payés ou payés en drogue. Le deuxième objectif est d'atténuer l'impact des forces de l'ordre, lesquelles peuvent se montrer parfois plus conciliantes avec les usagers et usagères. En effet, les services de répression savent que l'addiction constraint les usagers de drogues à développer des stratégies d'accès au produit. Ces usagers très précaires ne grimpent en général pas dans la hiérarchie.

« *Ça leur coûte moins cher parce qu'ils sont payés en produit. Ça veut dire que par exemple ils vont les payer 150 euros en produit, eux, ils l'ont à 75 euros, du coup ils gagnent déjà 75 euros, qu'un petit jeune, il va être payé 150 euros en espèces.* » (Usager précaire de cocaïne et d'héroïne impliqué dans le trafic)

« *Ils prennent des consommateurs parce qu'ils savent très bien que ça leur revient à que dalle. On les paie en matos [drogue], donc c'est tout rentable pour eux. Et puis après, ils se disent, un consommateur, au niveau de la police, il prend moins parce qu'ils savent qu'il a un problème d'addiction. Le juge dit qu'il gère comme il peut. Ils sont intelligents aussi, ils savent ce qu'ils font.* » (Usager précaire de cocaïne et d'héroïne impliqué dans le trafic, la vingtaine)

Les violences à l'encontre des usagers précaires employés dans le trafic sont régulières, notamment par les personnes en charge de les surveiller. Ces derniers leur trouvent souvent des problèmes de trésorerie. C'est-à-dire que les usagers-revendeurs leur rendent un montant inférieur à ce qui est attendu ou recoupe le produit pour en consommer une partie. Ces litiges permettent aux réseaux de leur créer des dettes pour continuer à les faire travailler.

« *Ce que je fais, c'est qu'à chaque fois que je ramène l'argent, je demande un compte devant moi, comme ça il n'y a pas de problèmes. Comme quand ils me donnent les boulettes, ils peuvent te dire il y en a 30, tu vas compter et non, il y en a 25. Donc, je recompte devant la personne. Comme ça, ça évite tous les problèmes. J'ai vu des gars se faire tabasser. Après, il y en a plein aussi, ils cherchent, ils font de la merde, ils prennent les boulettes, ils mettent de la merde dedans [pour couper le produit et en récupérer pour eux].* » (Usager précaire de cocaïne et d'héroïne impliqué dans le trafic, la vingtaine)

Trafic de médicaments dans la Région : un large panel de molécules proposées

En 2024, certains médicaments font toujours l'objet d'un trafic plus ou moins organisé selon les territoires investigués. Des produits comme la méthadone, la buprénorphine (deux molécules utilisées dans le traitement des addictions à l'héroïne), les benzodiazépines, le Lyrica® et autres antidouleurs sont généralement vendus sous forme, de boîte, de plaquettes ou de gélules à l'unité. De manière très sporadique, d'autres médicaments peuvent être vendus. En 2024, les professionnels interrogés ont par exemple repéré pendant quelques semaines de la vente d'Artane® à Lille, un antiparkinsonien dont les effets peuvent être euphorisants, psychostimulants, voire conduire à des hallucinations et à de l'amnésie.

Dans la MEL, les médicaments sont très disponibles dans certains secteurs bien identifiés, proches des gares ou au sein de quartiers populaires. En Picardie, le marché noir est un peu moins visible et installé. Par la proximité avec la capitale, les usagers de l'Oise sont nombreux à aller se fournir à Paris, par exemple pour acheter du Skénan® (sulfate de morphine) qui peut être injecté. Les consommateurs de Skénan® sont souvent originaires des pays de l'Est ou sont encore en situation de migration (Géorgie en particulier, mais aussi Arménie et Russie). Ils sont souvent moins précarisés que d'autres usagers qui fréquentent le CAARUD local et ont une expérience de longue date avec les opiacés. Au-delà de ces derniers, les acheteurs de médicaments sont souvent des usagers précaires avec une expérience des drogues, mais aussi des personnes en situation de migration issues du continent africain (par exemple pour l'achat de Lyrica®). Plus rarement, des usagers insérés socialement se fournissent aussi sur des lieux bien identifiés, par exemple en buprénorphine (Subutex®) ou en méthadone.

Les vendeurs de médicaments, souvent des usagers eux-mêmes, ont différentes stratégies pour s'approvisionner en médicaments et en faire commerce. La plus fréquente est le nomadisme médical qui consiste à consulter plusieurs médecins et à fréquenter plusieurs pharmacies afin d'obtenir de multiples prescriptions et délivrances pour une même pathologie, voire sans pathologie avérée. D'autres revendent ou échangent (contre de la drogue par exemple) tout ou partie de leur propre traitement.

« *On avait un usager qui est décédé l'année dernière [...] à cause de sa pathologie, il avait beaucoup de prescriptions et lui c'était le revendeur de Lyrica® de [ville en Picardie]. [...] Il vendait tous ses médicaments. En fait, lui préférait acheter de l'héro ou de la coke.* » (Éducatrice en CAARUD, Picardie)

« *Tu as beaucoup d'usagers-revendeurs, tu as beaucoup de gens qui ont baissé leur méta [méthadone] eux-mêmes, qui se sont stabilisés sans l'aval du médecin. Donc ils ont 40 milligrammes en trop, ils vont aller les vendre à la gare.* » (Éducateur en CAARUD, Lille)

Le trafic d'ordonnances (vol d'ordonnances, falsification manuelle ou numérique, etc.) est également une pratique courante. Selon les professionnels de CAARUD interrogés, des ordonnances vierges peuvent aussi être achetées à Paris par les usagers picards. En outre, un trafic de Lyrica® de plus grande ampleur, importé depuis l'étranger, semble prendre de l'importance (voir encadré ci-dessous).

En cas de pénurie de certains médicaments, les vendeurs et revendeurs proposent d'autres molécules de remplacement de manière parfois incitative. Ces molécules sont pourtant parfois très différentes de celles recherchées initialement par l'usager. À l'inverse, un usager-revendeur précaire témoigne de sa démarche de ne pas vendre autre chose que le médicament demandé par son client. Les prix peuvent considérablement varier selon le revendeur, l'acheteur, la concurrence et le moment de la journée. Un consommateur en manque qui n'est pas connu du vendeur est susceptible de payer beaucoup plus cher sa plaquette de méthadone par exemple.

Des saisies importantes de Lyrica® (pré gabaline) dans les Hauts-de-France

Les saisies de comprimés de Lyrica® (pré gabaline) sont de plus en plus fréquentes dans la Région. Les forces de l'ordre et la presse locale le relatent en 2024 et début 2025*. Le transport de Lyrica® peut se faire par avion, mais aussi par les axes autoroutiers, depuis la Belgique vers Paris. Début 2025, les douanes des Hauts-de-France ont mis la main sur d'importantes quantités de Lyrica® transportées par deux personnes différentes : l'une arrivant de Grèce à l'aéroport belge de Charleroi, puis interceptée sur les routes picardes, et l'autre arrêtée à l'aéroport de Beauvais (Oise).

* *Courrier picard, « "La drogue du pauvre" circulait en BlaBlaCar », 12 mars 2024 ; La Voix du Nord, « Fresnes-lès-Montauban : il transportait 10 000 comprimés de pré gabaline, connu comme "la drogue du pauvre" », 4 août 2024 ; Courrier picard, « Un passager interpellé avec plus de 13 000 cachets de pré gabaline, "la drogue du pauvre", à l'aéroport de Beauvais », 29 janvier 2025 ; Courrier picard, « Drogue du pauvre : plus de 22 000 cachets de pré gabaline saisis par les douaniers », 13 février 2025.*

Les prix des principales drogues à Lille et dans la région Hauts-de-France

Produits	Prix	Commentaires
Cannabis Herbe	Prix courant : 10 € Prix bas : 1,75 € Prix haut : 12 €	Prix dégressif si achat en quantité. Le prix bas (1,75 €) correspond à un achat en grande quantité (80 g).
Cocaïne	Prix courant : 50-60 € Prix bas : 40 € Prix haut : 80 €	Prix dégressif si achat en quantité (moins de 40 € le gramme). Les usagers précaires achètent le plus souvent de manière fractionnée : 0,2/0,4/0,5 g (possibilité d'avoir de la cocaïne dès 5 € sur certains points de deal). Prix haut le plus souvent pratiqué en dehors des points de deal des grandes agglomérations.
MDMA/Ecstasy Comprimé	Prix courant : +/- 10 € Prix bas : 2-3 € Prix haut : 15 €	Prix dégressif si achat en quantité.
Amphétamine/speed	Prix courant : 10 € Prix bas : 5 € Prix haut : 10 €	Peu de transactions rapportées.
Kétamine	Prix courant : 20-30 € Prix bas : 15 € Prix haut : 40 €	Variabilité des prix selon la disponibilité du produit et les personnes fréquentées (réseaux de consommateurs, espaces festifs technos, proximité avec la Belgique, etc.)
Cathinones	Prix courant : 20-30 € Prix bas : 10 € Prix haut : 40 €	Il s'agit ici des prix de revente sur le marché physique. Les molécules vendues peuvent être variables (3-MMC, 3-CMC, 2-MMC, 2-CMC, etc.). Prix nettement inférieurs si achat en quantité sur Internet.
PTC (Pète Ton Crâne) ou Bouddha Blue	Prix courant : 10 €	10 € pour 10 ml d'e-liquide contenant des cannabinoïdes de synthèse (en points de vente ou via les réseaux sociaux et applications de communication)
Héroïne	Prix courant : 15-20 € Prix bas : 10 € Prix haut : 30 €	Prix courant qui oscille entre 10, 15 et 20 € selon la qualité supposée (parfois 25 € pour une très bonne qualité supposée et 30 € dans certains secteurs ruraux). Possibilité d'achat fractionné, notamment de 0,5/0,4 g ou de 0,2 g.
Médicaments opioïdes revendus	Méthadone Fourchette de prix : 5-20 € (plaquette de 7 gélules de 40 mg)	Prix très variable. Achat à l'unité possible.
	BHD (Subutex®) Fourchette de prix : 15-30 € (plaquette de 7 comprimés de 8 mg)	Peu de données. Achat à l'unité possible.
Autres médicaments psychotropes revendus	Prégabaline (Lyrica®) Fourchette de prix : 35-50 € (boîte de 56 gélules de 300 mg)	Prix moins élevé si dosage des gélules plus faible. Achat à l'unité possible entre 2 et 3 €.

Prix en euros, pour 1 gramme sauf mention contraire. Des prix sont rapportés pour d'autres substances, notamment des médicaments comme certaines benzodiazépines, mais leur faible nombre ne permet pas d'établir un prix courant (prix le plus fréquemment rapporté).

Source : intervenants en addictologie, en RdRD ou du champ de l'exclusion, usagers, dispositif SINTES, forces de l'ordre.

USAGES ET USAGERS DE DROGUES DANS LES ESPACES DE LA MARGINALITÉ URBAINE

Omniprésence des usages de cocaïne basée dans toute la Région

Des profils d'usagers et des motifs d'usage de plus en plus protéiformes

Le dispositif TREND documente depuis le milieu des années 2010 la progression des consommations de cocaïne basée chez les personnes en situation de grande précarité. La cocaïne basée s'obtient par un procédé chimique transformant la cocaïne, achetée sous sa forme chlorhydrate (poudre), en caillou/galette que l'on peut fumer à l'aide d'une pipe. La transformation s'opère en mélangeant la cocaïne à de l'ammoniaque ou du bicarbonate. Les termes « cocaïne basée » ou « free base » sont utilisés pour désigner le produit lorsqu'il est basé par les usagers eux-mêmes, celui de « crack » est réservé pour désigner le même produit, mais vendu déjà sous sa forme solide, comme en région parisienne ou dans l'Oise. Dans les Hauts-de-France, les usagers achètent le plus souvent de la cocaïne chlorhydrate qu'ils basent ensuite.

Cet usage de la cocaïne a été principalement observé chez les usagers marginalisés des grandes agglomérations de la Région, mais aussi chez des usagers précaires, logés dans des villes de plus petites tailles :

« Les gens qui ont quand même un logement, mais qui ne travaillent pas, qui sont soit au RSA ou à la MDPH et qui fument du crack, qui ne s'en sortent plus et qui ne payent plus leurs factures, qui bouffent très mal, mais qui ont quand même un logement, moi je dirais que c'est ça qu'il y a le plus dans ce qu'on voit. Si on mettait tous les usagers de crack, je pense que c'est la majorité [de la file active du CAARUD]. » (Éducatrice en CAARUD, Picardie)

Aujourd'hui, la majeure partie des usagers accompagnés dans les CAARUD des cinq départements de la Région Hauts-de-France (hommes et femmes, célibataires ou en couples) consomment de la cocaïne basée, soit de manière centrale, soit de manière connexe en plus d'autres substances (héroïne, alcool, benzodiazépines).

« Dire 100 % ce serait abuser, 90 % au moins. Il y en a quelques-uns où c'est benzodiazépines [médicaments anxiolytiques et tranquillisants], alcool qui ne vont pas forcément toucher à la coke [basée], mais même les consommateurs de benzos, alcool, il y en a beaucoup qui prennent de la coke [basée] maintenant. » (Infirmière en CAARUD, MEL)

« C'est 80 % de consommateurs de coke basée. Il y a surtout encore beaucoup de polyconsommations. Beaucoup consomment coke et héro [...] coke, héro, avec des cachetons. » (Intervenant en CAARUD, Lille)

En outre, les CSAPA et services de soins de la MEL et de la Picardie signalent également une file active importante, parfois grandissante et plus rarement majoritaire, de personnes concernées par ce produit. Néanmoins, selon les rapports d'activité des associations, cette file active reste généralement moins importante que celles qui concernent les usagers d'alcool ou d'opiacés. C'est particulièrement le cas en Picardie.

« Pour le CSAPA, c'est 100 personnes, quelque chose entre 80 et 100 personnes [qui consomment de la cocaïne basée de manière prioritaire] [...] sur une file active [totale] de 600 personnes [environ]. » (Infirmière en CSAPA, Picardie)

« Avec l'alcool, la cocaïne [basée] ça fait partie des deux grosses demandes de sevrage. Tout ce qui est cannabis, opiacés, benzodiazépines, tout ça, c'est vraiment secondaire sur les sevrages. Je pense que c'est le produit surtout le plus problématique, là où ils sont le plus en difficulté. Ils vont dire oui à la cocaïne, c'est ça qui me pose souci. Finalement, le cannabis, un peu d'ecstasy ou un peu d'héro pour la descente, ça ne va pas forcément être le problème, c'est vraiment la cocaïne basée. » (Médecin en addictologie, MEL)

Comme signalé dans le rapport 2023, les observations des professionnels des CSAPA et des CAARUD, en particulier pendant la distribution du matériel de consommation, rendent compte d'une présence de plus en plus importante d'usagers de cocaïne basée insérés socialement (en études ou avec un emploi, un logement). Ces usagers vivent en ville ou en dehors.

- « Il y a plein de gens le week-end qui viennent chercher une pipe pour finir un after ou autre.
- Regarde dimanche matin à 10 h, c'était ça, les quatre mecs, c'étaient des mecs sapés. Et un truc nouveau, les mecs dès le matin aussi avant d'aller bosser.
- Dimanche à 4 h du mat, j'ai vu un [salarié] qui sortait de service.
- On a un sportif de haut niveau de 23 ans.
- Il travaille. Il est très carré. Il fume un dix [euros de cocaïne] le soir et puis c'est tout. » (Intervenants en CAARUD, MEL)
- « Au matériel, le vendredi, on a aussi beaucoup de gens qui passent et qui ne rentrent pas dans le CAARUD. Des gens un peu plus insérés qui viennent chercher des pipes pour le week-end. [...] Ça augmente, j'ai l'impression, et qui viennent de plus loin, hors métropole. [...] Il y en a qui vont venir une fois par mois.
- À un moment donné, il y avait trois ou quatre femmes qui venaient souvent ensemble, la quarantaine. Elles dénotaient un peu du public parce qu'elles faisaient vraiment très insérées, c'était pour des pipes et pour la coke. Mais c'est de temps en temps. » (Intervenants en CAARUD, MEL)

Les usagers plus insérés sont souvent plus enclins à mettre en place, avec plus ou moins de succès à long terme, des stratégies de régulation de leurs usages de cocaïne basée (choix des fréquences, des moments opportuns, des conditions, des quantités consommées, etc.).

« [Je consomme] un week-end sur deux. [...] J'ai ma petite routine. Je sais que j'ai ce budget pour ça. Je me paie mes vacances, mon frigo est plein, j'ai manqué zéro jour de travail. Des fois, j'abuse un petit peu, j'ai pas dormi, je devrais me reposer, j'assume, je vais travailler. [...] Il est hors de question que je perde mon boulot pour de la drogue ou que je manque un jour parce que je me suis défoncé. [...] Au début, j'ai galéré, mais je l'ai dompté le truc. Je ne pouvais pas m'endormir en sachant qu'il me restait encore des grammes. Là, il me reste 2 grammes à la maison, ça fait une semaine que je passe tous les jours devant... Mais il m'a fallu des années, ça ne s'est pas fait comme ça du jour au lendemain. » (Usager de cocaïne basée de 50 ans, inséré socialement, MEL)

Cet élargissement des profils de consommateurs de cocaïne basée tient sans doute en partie au dynamisme du marché de la cocaïne en France et à sa plus grande disponibilité (quantités importantes acheminées et modes d'approvisionnement variés au niveau local : points de deal, livraisons, usage-revente, etc.). La tranche d'âge est relativement large, d'une vingtaine d'années jusqu'à la cinquantaine, voire parfois plus dans certains endroits de la Région. En outre, la représentation de la cocaïne basée se distingue encore souvent de l'imaginaire négatif associé au crack, désignant pourtant le même produit.

« Il y a un collègue qui a fait l'erreur de dire que c'est du crack et le mec a pété un plomb : "C'est pas du crack, c'est de la cocaïne basée, je ne suis pas un toxo." » (Intervenant en CAARUD, Lille)

Cette représentation contribue certainement aussi à la diffusion des usages de cocaïne basée auprès d'un public plus large et parfois même au sein d'espaces festifs :

« Dans le milieu techno, il y a plein de gens qui sniffent de la coke tout le temps et qui fument aussi. Ils font les deux. La coke fumée, ça va être des soirées très particulières où ils vont pas être beaucoup. [...] En teuf, ils fument la coke maintenant. Il y a quelques années tu sortais la pipe à crack, tu étais quand même vachement mal vu, maintenant tu peux fumer ta cocaïne tranquille. [...] Ils ne vont pas dire qu'ils fument du crack, ils ont fumé de la coke. » (Intervenante en CAARUD, Picardie)

Un bon nombre d'usagers de cocaïne basée (grands précaires ou plus insérés) étaient connus depuis longtemps des CAARUD et des CSAPA de toute la Région comme consommateurs ou anciens consommateurs d'héroïne. D'autres sont initiés ou ont été initiés à la cocaïne basée par un membre de l'entourage (membre de la famille, conjoint(e), ami(e), connaissance).

« Sur les consommations de cocaïne, sur le mode d'entrée dans ces consommations, la plupart du temps, c'est directement fumé et [initié] par l'entourage, enfin des amis, une usagère au moment où elle rencontre son copain, ce genre de choses. » (Médecin en CSAPA, MEL)

« On a aussi des petites primo-consommations de crack, souvent des femmes qui se mettent en couple avec des personnes qui fument à la base du crack. J'ai en tête une nana hyper insérée, elle ne consommaient rien du tout, même pas d'alcool, pas de cannabis, rien, mais par contre elle fumait du crack le week-end avec son mec. » (Éducatrice en CAARUD, Picardie)

D'autres encore ont débuté l'usage de cocaïne basée après l'avoir longtemps sniffée dans l'objectif d'expérimenter un nouveau mode de consommation, de majorer les effets de la cocaïne ou encore de gérer des troubles psychiques personnels.

« La coke, je l'ai prise en sniff, je l'ai shootée et aujourd'hui je la fume. La première fois que j'ai fumé, encore maintenant, ça m'a procuré un effet fantastique. Il faut dire la vérité, c'est pour ça que je suis toujours dedans. » (Usager de cocaïne basée et occasionnellement d'héroïne de 52 ans, vit en centre d'hébergement, Amiens)

« C'est quand même vachement banalisé. Tu as des gens qui font la fête qui sniffent la coke et au bout d'un moment, ils testent une fois ou deux de la baser, puis après l'effet fait qu'ils ont kiffé de ouf, ils restent à la fumer en fait. » (Intervenant en CAARUD, Picardie)

Centration extrême sur le produit et précarisation

Le phénomène de centration, c'est-à-dire de captation du quotidien au profit exclusif de l'usage et de la recherche du produit, est particulièrement prégnant chez les consommateurs de cocaïne basée. Les effets stimulants de la cocaïne basée sont très intenses et éphémères, dans un contexte par ailleurs marqué par une augmentation des taux de pureté de la cocaïne (voir encadré ci-dessous). Ils contribuent à produire une dépendance psychologique importante avec des envies de consommation irrépressibles (*cravings*) et des usages très compulsifs.

Une perception mitigée de la qualité de la part des usagers malgré la hausse des taux de pureté

Depuis le milieu des années 2010, les données des forces de l'ordre et du dispositif SINTES au niveau national contribuent à confirmer l'augmentation de la concentration moyenne en cocaïne. Une tendance qui s'accompagne d'une diminution ou d'une absence d'adultération (produits de coupe) (Cherki, 2024).

Si elles n'ont pas vocation à être représentatives (du fait de biais liés aux motifs de collectes et aux nombres de collectes insuffisants), les données SINTES au niveau régional corroborent ces résultats (voir annexe III pour le détail des résultats).

De la même manière, les données régionales du laboratoire de police scientifique de Lille relèvent la même tendance (tableau ci-contre). En 2024, seulement 32,8 % des cocaïnes analysées étaient coupées. Il est important de noter que certains des produits saisis par les forces de l'ordre et ensuite analysés sont susceptibles d'être recoupés.

Pourtant, malgré ces résultats, beaucoup d'usagers de drogues de la Région continuent à percevoir la cocaïne comme étant de moins bonne qualité qu'à une époque antérieure. De plus, beaucoup signalent des disparités régulières selon le point de deal, l'heure, le jour, etc.

Figure 1. Évolution de la teneur moyenne de la cocaïne chlorhydrate/poudre (en % équivalent base)* - LPS de Lille



« D'une semaine à l'autre sur un plan [point de deal], même d'un jour à l'autre, ça varie énormément le retour des usagers. Il y a des usagers qui s'imaginaient que c'était en fonction du jour où les personnes touchaient [le RSA] et que du coup en début de mois elle était bonne. Tout ça pour dire aux gens de revenir. Et du coup, ils mettaient [les vendeurs] de la dégueulasse en fin de mois. » (Intervenant en maraude, Lille)

Ces disparités ressenties engendrent parfois la naissance d'appellations diverses et variées désignant des qualités plus ou moins bonnes ou encore la présence supposée de certains produits de coupe. En 2024, plusieurs usagers lillois évoquent par exemple des consommations de cocaïne, dites « turbo », lesquelles seraient associées à un produit de coupe qui lui donnerait un goût d'essence ou de pétrole et à une qualité perçue, là aussi, disparate.

* Les résultats 2024 se basent sur 64 dossiers issus de 64 affaires différentes, mais pouvant comporter plusieurs échantillons révélant des compositions et teneurs identiques. Ils sont exprimés en équivalent base, soit après conversion en équivalent chlorhydrate pour l'année 2024 : $76,8/0,89 = 86,3\%$.

« J'essaie d'en avoir plus pour en prendre le soir, en prendre le matin, en prendre tout le temps, mon dilemme n'est pas d'arrêter, mais d'en prendre plus, bien que je sache qu'il faut trouver des solutions pour m'arrêter. » (Usager de cocaïne basée et occasionnellement d'héroïne de 52 ans, vit en centre d'hébergement, Amiens)

« Tu es vite accro psychiquement [...] c'est ce qu'ils nous disent. Quand tu fais ton premier base [première inhalation de cocaïne basée], il t'envoie en l'air grave et après tu continues à consommer la journée, mais t'as plus de sensations. C'est le premier qui te fait du bien en fait. » (Intervenant en CAARUD, MEL)

Dans la lignée des rapports précédents, les professionnels de l'accompagnement continuent à rendre compte des impacts de cette forte centration sur le produit, laquelle rend difficile leur travail (d'autant plus en l'absence de traitements médicamenteux efficaces) et accentue la précarisation des usagers. La situation de ces derniers se dégrade socialement, ainsi que leur santé physique et psychique (Dutilleul, 2024). Beaucoup d'usagers sont de moins en moins capables de se projeter dans l'avenir, éloigné ou même proche. La projection à quelques heures ou la simple attente au sein du CAARUD peut entraîner des situations d'échec et de tension.

« Il y a des patients comme [nom de la personne], on dit cet après-midi à 14 h, t'as rendez-vous. C'est du très long terme déjà... » (Intervenant en CAARUD, MEL)

« Pour des pipes [...] la personne, elle voit qu'il y a une personne avant, elle sait que ça va durer 30 secondes ou une minute ou deux maximum et en fait ça les fout en l'air... Il faut que ce soit maintenant, tout de suite [...] » (Intervenant en CAARUD, Lille)

La vente de cocaïne de manière fractionnée (0,4/0,5 ou 0,2 gramme environ, voire moins) accentue le phénomène de centration. Les consommateurs peuvent avec peu d'argent (5, 10 ou 20 euros) et parfois même avec de la petite monnaie se procurer de la cocaïne sur des points de vente. Pour des quantités, après basage, qui ne leur permettent de fumer que quelques instants.

« Obtenir cinq balles, c'est tellement rapide que tu tapes [consommes] ton cinq balles, tu refais la manche, tu vas consommer, et cetera, et cetera. Il y en a certains qui viennent juste chercher des pipes parce que ça y est, la manche est finie et il faut consommer. [...] Et c'est deux taffes... » (Éducatrice en CAARUD, MEL)

« Tu fais dix balles, tu passes boire un café, tu vas consommer, tu fais dix balles, tu passes boire un café, tu vas consommer... Tout ça tout, tout de suite, tout le temps. Et du coup, il n'y a que ça dans la tête des gens. » (Intervenant en CAARUD, Lille)

Quelques professionnels interrogés en 2024 constatent même de la revente de taffes entre usagers.

« On commence même à entendre des taffes. Ce qui ne se faisait pas avant. Je te file quatre balles, tu me files une taffe. [...] Ça commence à être bien développé. » (Intervenant en CAARUD, Lille)

L'enlisement dans des usages chroniques empêche très souvent la mise à jour des droits sociaux, les projets de soins et la satisfaction des besoins primaires (alimentation, sommeil, etc.). Les usagers sont en effet très souvent harassés après parfois plusieurs jours sans dormir ou presque.

« Pour eux, leur focus, c'est leur produit et rien d'autre. Ils tombent de sommeil. J'appelle pas ça dormir. [...] Je retrouve des personnes qui sont à la rue, mais dans des positions, dans des endroits... Tu ne sais pas comment ils se sont arrêtés là et en fait ils tombent de sommeil, tu mets quinze minutes à les réveiller. » (Intervenant en maraudes, MEL)

Ils ne sont plus en capacité de faire valoir leurs droits aux différentes aides sociales ou d'entamer des démarches de soins en raison d'un rythme de vie qui se heurte aux exigences des institutions, ou tout simplement par renoncement.

« Quand tu es dedans, tu es dedans jusqu'au cou, c'est de l'hyperconsommation. Il n'y a plus que ça qui compte. Le nombre de mecs ou de nanas qu'on connaît qui sont légitimes au RSA... Et voilà, il n'y a plus d'administratif, il n'y a plus rien qui tient mis à part les consommations. » (Intervenant en CAARUD, Lille)

« On ne peut rien faire à côté. Ça bloque beaucoup de choses. [...] Même si on se dit qu'on doit faire des démarches, bah, le lendemain tu mets tout ça de côté parce que voilà c'est ça [la cocaïne basée] avant tout. [...] Le soir t'es motivé et le lendemain, bah, c'est pareil, la même galère chaque jour. » (Usager de cocaïne basée et d'héroïne de 28 ans, en situation de grande précarité, Lille)

Une plus grande visibilité des usagers de drogues faisant la manche

En MEL, en particulier à Lille, la précarisation des usagers de cocaïne basée et plus globalement des usagers de drogues présents dans l'espace public s'observe par la plus grande visibilité du recours à la manche. Il est difficile d'objectiver cette tendance par des chiffres. Pourtant, bon nombre d'acteurs interrogés en 2023 et en 2024 perçoivent une augmentation flagrante, en particulier pour ce qui concerne la manche « mobile » aux terrasses de café et de bars. La manche existe depuis longtemps sous plusieurs formes, statiques ou mobiles. Elle représente une activité à part entière et entraîne parfois des conflits de territoires. De plus, la manche tend à évoluer ou à se spécialiser au fil des contextes socio-économiques. Le nombre a priori grandissant d'usagers de drogues qui y recourent (engendrant davantage de concurrence), les budgets dorénavant plus importants nécessaires à la consommation de cocaïne basée, mais aussi la dématérialisation de l'argent et des moyens de paiement (disparition progressive des différents tickets alimentaires au format papier et utilisation plus systématique de la carte bancaire voire du téléphone au détriment de la monnaie) transforment en partie l'activité.

« Maintenant t'as plus les chèques déj, c'est que la carte. Des fois les gens te filaient dix balles, quinze balles de chèque déj, t'allais au supermarché, le mec était sympa, il te prenait ton dix balles et t'en filait huit. [...] C'est une rentrée d'oseille en moins... La personne qui te donnait un chèque de sept balles, elle ne va pas te donner 7 euros. » (Intervenant en CAARUD, Lille)

Plusieurs stratégies sont utilisées pour faire la manche en fonction des spots disponibles et des personnalités de chacun, qui se spécialisent souvent sur une méthode :

- se positionner et s'installer devant un commerce ou un distributeur de billets (et négocier un retrait de billets en échange ou non de monnaie) ;
- se positionner au niveau d'un feu tricolore et passer devant les voitures à l'arrêt (tout en calculant le minutage parfait du retour au vert pour éviter de gêner les voitures) ;
- se positionner sur un parking pour aider au stationnement ;
- faire la sortie des salles de concert et lieux festifs, soit pour demander de l'argent, soit pour récupérer les consignes des gobelets ;
- sortir du centre-ville pour se rendre dans les villes voisines et éviter la concurrence ;
- se déplacer dans la ville et interpeller les passants, en proposant ou non une histoire plus ou moins élaborée, soit dans la rue, soit en gare, soit dans le métro, soit sur les terrasses de café et bar, etc.

À Lille en particulier, la méthode de la manche mobile sur les terrasses de café et bar semble être particulièrement utilisée ces derniers temps et tend à illustrer le phénomène de précarisation des usagers de drogues.

« Si ça fait dix ans que tu fais les terrasses de Lille sur les dix ans tu vois la différence.

– J'ai cette sensation aussi, mais c'est difficile à objectiver. Ça fait vingt ans que je suis sur Lille et je trouve que ça devient de plus en plus fort... En cinq minutes, tu peux avoir trois ou quatre personnes qui viennent. Même dans [quartier riche] finalement, dans l'hypercentre aussi. Enfin c'est un peu devenu partout quoi. Et du coup, aujourd'hui, [quartier populaire], c'est hallucinant... c'est sans fin.

– Tu ne peux pas discuter, toutes les cinq minutes quelqu'un vient que tu connais. » (Intervenant(e)s en CAARUD)

« Sur [quartier populaire], c'est constant quelle que soit l'heure de la journée. Mais alors le 17 h/20 h, c'est un festival, tu vas être sollicité toutes les dix minutes, grand max. Entre cinq et dix minutes tout le temps.

– Et les gens repassent. Ils passent une fois, deux fois, trois fois. » (Intervenant(s) en CAARUD)

L'augmentation des personnes qui recourent à ce mode de manche contribue à créer des situations de tension et de frustration en raison de la concurrence entre personnes qui le pratique.

« Ça devient dur de faire la manche sur les terrasses parce que le mec qui vient, il demande aux gens, ça fait trois jours qu'il n'est pas venu, il se fait envoyer chier par le patron ou les serveurs, en fait, ce qu'il ne comprend pas, c'est qu'il y en a déjà 25 qui sont passés avant. » (Intervenant en CAARUD)

« Des fois il y a des mecs qui vont réussir à faire 20 balles en dix minutes et tu en as d'autres, ils vont mettre une journée à faire dix balles et quand ça arrive à 8 euros ou 8,50 euros... ça commence à devenir très dur. Et là, c'est l'addiction purement qui parle. » (Intervenant en CAARUD)

A contrario, dans quelques villes de la région, les personnes sont délogées des centres-villes et empêchées de faire la manche par les autorités locales. Elles doivent se déplacer dans d'autres secteurs, voire parfois à Paris pour celles qui vivent en Picardie.

La centration sur la cocaïne basée participe aussi grandement à la précarité sociale et financière des usagers de cocaïne basée. Ces derniers consomment une substance au coût de revient (entre 50 et 60 euros le gramme pour une consommation parfois de plusieurs grammes par jour) beaucoup plus élevé que celui de l'héroïne ou de certains médicaments achetés sur le marché noir (deux produits anciennement consommés de manière prioritaire). Dès lors, toutes les ressources financières sont dédiées à l'achat de cocaïne.

« La coke basée prend une place tellement énorme que tu as aussi pas mal de gens qui n'ont plus que cette consommation-là. Avant, ils pouvaient fumer de la weed [cannabis], ils prenaient un peu de cachetons, ils fumaient des clopes, ils se payaient des bouteilles de Ricard ou de sky [whisky]. Maintenant, tout ça, c'est fini. Tu as des mecs qui ont arrêté de fumer pour mettre des sous de côté et que 3, 4, 5 euros par jour soient dispo pour l'achat de coke. [...] On n'entend plus : ce week-end je vais en Belgique acheter des clopes, je vais aller faire mon plein de tabac pour le mois. [...] Même au-delà des prods, même pas de bouffe, même pas un petit sandwich... Les mecs qui allaient s'acheter une paire de baskets. [...] Moi je me rappelle j'entendais les mecs, ils claquaient limite la moitié de leur RSA là-dedans quoi. Et les mecs, au début du mois, ils arrivaient, c'était tout frais, tout neuf. C'était pas rare qu'ils aillent chez le coiffeur, qu'ils s'achètent une puce à 20 balles prépayée... C'est fini. » (Intervenant en CAARUD, Lille)

Enfin, de nombreux acteurs partagent la perception d'une plus grande visibilité du recours à la manche, en particulier à Lille et en MEL. Cette tendance contribue à abonder dans le sens d'une précarisation induite notamment par les usages de cocaïne basée (voir encadré p. 23).

Difficultés et enjeux de la réduction des risques associée à l'usage de cocaïne basée

La massification des usages de cocaïne basée entraîne des défis en matière de réduction des risques qui placent, encore en 2024, les usagers et les professionnels en situation de difficulté¹³. Deux dimensions de la réduction des risques sont particulièrement mises à l'épreuve depuis quelques années : la question du basage de la cocaïne, c'est-à-dire de sa préparation avant inhalation, et la question de la disponibilité des pipes en verre et plus largement du matériel d'inhalation.

Le cas du basage : des freins et des innovations

La transformation de la cocaïne, achetée sous sa forme poudre, en cocaïne basée se fait par l'adjonction d'ammoniaque ou de bicarbonate. Le mélange est ensuite chauffé à l'aide d'une flamme et permet d'obtenir un petit caillou ou une petite galette que l'on peut fumer. La plupart des usagers utilisent des briquets, lesquels selon les marques peuvent surchauffer et devenir dangereux, d'autres brûlent des lingettes alcoolisées pour créer une flamme importante.

La majorité des usagers continuent à utiliser de l'ammoniaque malgré sa toxicité. Les usagers décrivent des effets plus intenses au moment de l'inhalation (sensation en gorge, effets ressentis), mais préfèrent le goût de l'ammoniaque à celui du bicarbonate ou maîtrisent davantage cette méthode (gain de temps et évite le gaspillage de la cocaïne en cas de mauvaise manipulation). De manière anecdotique, certains sont même prêts à se rendre en Belgique pour trouver de l'ammoniaque plus concentrée.

L'utilisation de l'ammoniaque entraîne deux problèmes majeurs.

D'une part, elle est très toxique pour les voies pulmonaires. Beaucoup d'usagers souffrent d'infections pulmonaires et autres pneumopathies, parfois jusqu'à la détresse respiratoire, avec des douleurs thoraciques, des maux de gorge et des toux aigües presque systématiquement associées.

« Depuis quelques années, les urgences liées aux problèmes respiratoires, pulmonaires, c'est toute l'année. Il y a quelque temps encore, c'était plus l'hiver. Mais là, c'est quasiment tous les mois. Tu entends : "On ne le voit plus, il est en réa à l'hôpital." » (Intervenant en CAARUD, Lille)

Les professionnels de la réduction des risques invitent les usagers à rincer leur caillou avec de l'eau injectable pour atténuer au maximum la présence de la solution aqueuse ou proposent des innovations parfois débattues entre services : la distribution de flacons d'ammoniaque diluée dans de l'eau ou le basage « à froid » (sans chauffer le produit) qui requiert seulement quelques gouttes d'ammoniaque.

13. À partir de 2024, l'ARS Hauts-de-France a lancé un travail important de réflexion visant la constitution de plusieurs groupes réunissant des acteurs du social, du soin, du médico-social et des politiques de la ville des cinq départements de la Région. Ces groupes contribueront à imaginer des pratiques adaptées au public usager de cocaïne basée dans le champ du soin, de la réduction des risques et de l'hébergement.

D'autre part, beaucoup d'usagers en situation de grande précarité transvasent l'ammoniaque dans des contenants plus pratiques et moins voyants (bouteille en plastique, flacon de méthadone, etc.). L'utilisation de ces contenants entraîne depuis quelques années des confusions et des ingestions accidentelles d'ammoniaque.

Un CAARUD de la Région a produit un flyer spécifique sur ce sujet (voir flyer ci-contre). En outre, comme évoqué dans le rapport 2023, les acteurs régionaux de la réduction des risques élaborent des contenants et des étiquettes/stickers à coller permettant d'éviter ce grave problème sanitaire.

Une minorité d'usagers basent leur cocaïne à l'aide de bicarbonate. Plusieurs s'y essaient chaque année et constatent des effets positifs au niveau pulmonaire. Les efforts des professionnels contribuent à initier, chaque année, de nouveaux usagers à cette pratique.

Flyer. Que faire en cas d'accident avec de l'ammoniaque (verso)



Source : CAARUD Oxygène (MEL)

« Ces derniers temps, il y a plus de demandes [pour apprendre à baser sa cocaïne avec du bicarbonate]. [...] C'est pas tous les jours [...], mais il y a quelques mois ou quelques années, personne ne nous demandait rien alors que là on nous le demande. [...] Toutes les semaines généralement il y a eu une, deux, trois personnes qui vont nous demander, après est-ce qu'elles passent [réellement] au bica [bicarbonate] ? C'est autre chose. » (Intervenant en CAARUD, Lille)

« Hier par exemple, j'avais un mec, ça fait quelques années qu'il a complètement abandonné l'ammo [ammoniaque], pour lui il n'y a pas photo au niveau respiratoire. D'autres personnes sont passées au bica et parlent de diminution des douleurs pulmonaires. Il y a un gars qui parlait aussi de douleurs au niveau du bras. À chaque fois qu'il fumait de la coke basée à l'ammo, il avait une douleur dans le bras qui laissait craindre un problème d'infarctus ou je ne sais quoi. Depuis qu'il base au bica, il n'a plus ça. » (Intervenante en CAARUD, Lille)

Cette méthode requiert un apprentissage technique. Certains CAARUD de la Région s'appuient sur des flyers ou des démonstrations vidéo pour modifier les pratiques des personnes accompagnées. D'autres s'appuient sur des ateliers qui permettent de pratiquer le basage directement avec l'usager. Les disparités régionales concernant ces pratiques de RdRD s'expliquent en raison d'un cadre légal qui empêche la manipulation de produits illicites et qui freine donc certaines institutions spécialisées. Par ailleurs, beaucoup d'acteurs interrogés précisent que plus la situation de l'usager est stable (hébergement, logement, projection dans une démarche de soins), plus il s'approprie l'utilisation du bicarbonate.

« Au bica, je le fais plus quand on est en tente ou quand on est hébergé. Pour doser et tout, pour pas que ça s'envole. » (Usager de cocaïne basée et d'héroïne de 28 ans, en situation de grande précarité, Lille)

Le cas du matériel d'inhalation : un levier encore restreint

Le développement des consommations de cocaïne basée chez les usagers en grande précarité pose plusieurs difficultés en matière de distribution du matériel d'inhalation. Elle entraîne, depuis le milieu des années 2010, un basculement des budgets de réduction des risques vers l'achat de pipes en verre¹⁴, lesquelles sont plus coûteuses que les seringues. Par ailleurs, selon les rapports d'activité des associations, la délivrance de seringues reste toujours importante. Faute d'adéquation des dotations budgétaires avec les besoins grandissants, les associations de la Région doivent toujours limiter grandement la distribution de pipes et de filtres/grilles¹⁵.

« Cette année, le budget tient parce qu'on est sur une distribution régulée. En fait, on limite les pipes distribuées par personne, par passage. Donc on ne distribue pas en fonction de la demande. Actuellement, on distribue en fonction de notre budget. » (Intervenante en CAARUD, Lille)

« On a limité les pipes. Pour un passage, c'est trois pipes par personne. Il y a deux ans de ça, on avait explosé le budget, c'était vraiment ric-rac pour finir l'année. » (Intervenant en CAARUD, Littoral)

Les CSAPA de la Région qui délivrent parfois du matériel se trouvent eux aussi contraints de limiter la distribution aux usagers déjà suivis dans la structure. Ces décisions reportent la demande sur certains CAARUD qui présentent pourtant déjà des difficultés à équilibrer leur budget et à répondre aux besoins.

« On n'a plus de budget sur le CSAPA alors qu'on avait l'habitude de pouvoir accueillir du public qui ne voulait pas forcément entrer en soin, mais de pouvoir donner du matos. Et là on est tellement pris d'assaut qu'on refuse, on est contraint de devoir refuser de donner du matériel à des personnes qui ne sont pas en soin [au sein du CSAPA]. » (Médecin en CSAPA, MEL)

« Dans le cadre de la RdRD à distance [livraison de matériel par voie postale], on est de plus en plus sollicité par des gens qui viennent de [villes en dehors de la MEL], etc. Qui n'ont plus accès au matériel auprès des CSAPA. »

– Ils viennent chez nous parce que, le matériel qu'ils ont là-bas, c'est une pipe par personne par semaine. Ça a pris une ampleur en termes de chiffres, de coûts, qui est vraiment importante.

– Normalement, on dit toujours qu'on ne vient pas se substituer à l'existant, mais en complément. Et là, c'est en train de tomber dans l'excès inverse. » (Intervenantes en CAARUD, Lille)

Cette limitation provoque des effets indésirables qui contreviennent aux principes de réduction des risques et des dommages.

« Les grilles surtout... Quand tu vois que t'en as trois pour une journée... Tu fais quoi avec trois grilles... Nous, avec [sa compagne], par jour, on en utilise au moins une quinzaine. Parce que maintenant, en plus, ils prennent des grilles de merde. Donc tu fais des fois une taffe et elle est bouchée... » (Usager de cocaïne basée et d'héroïne de 28 ans, en situation de grande précarité, Lille)

Les pipes (parfois même quand elles sont usagées¹⁶) et les filtres/grilles vont être revendus entre usagers ou sur certains points de deal (dans certains cas plus chers la nuit que le jour et avec des prix qui varient entre 1 et 15 euros). Elles peuvent aussi être remplacées par des pipes artisanales, par exemple fabriquées à partir d'une bouteille en plastique ou, plus récemment, par des pipes en métal achetées en bureau de tabac (vendues entre 4 et 6 euros selon quelques sources issues de départements différents).

« Dans un tabac, ils vendent des pipes, des pipes à crack, réutilisables. Dans un genre de métal, mais c'étaient des pipes à crack. Ils [les usagers] paient, mais ils ne se font pas connaître [...] pour rester dans l'anonymat. » (Intervenante en CAARUD, Pas-de-Calais)

« Je préférais les pipes coudées, mais ici il n'y en a pas [certains CAARUD ne distribuent plus que des pipes droites qui sont moins coûteuses]. Tu peux acheter une pipe [coudée] dans un bar-tabac à 4 balles, mais elles sont en fer, il faut du Spontex [il récupère la laine d'acier des éponges pour en faire des filtres]. » (Usager d'héroïne de 48 ans, logé chez un tiers en ruralité, Oise)

14. La pipe en verre est aussi utilisée pour l'inhalation d'héroïne.

15. Placées dans la pipe, les grilles permettent de poser le caillou et de filtrer en partie la fumée.

16. On parle alors de « récup » ou de « caviar » (résidus liés aux consommations précédentes).

D'autres usagers cherchent des moyens pour ne pas se faire voler leur pipe ou tout simplement pour compenser et anticiper le manque de disponibilité des pipes en verre, par ailleurs très fragiles.

« *On a eu des retours de gens, quand tu leur demandes : "Tu prends des embouts [à insérer dans la pipe pour inhaller sans se brûler] ?" Le mec te dit : "Non, j'ai pris le pli, j'ai beaucoup de salive sur mes lèvres et comme ça en fait on ne me gratte pas ma pipe, je dis que j'ai l'hépatite ou j'ai ci ou j'ai ça. Et donc du coup tout le monde me fout la paix."* » (Intervenant en CAARUD, Lille)

« *Il y a quand même des gars qui sont dans l'injection et qui ne fument pas de cocaïne, qui prennent des pipes parce que sinon les gens les font trop chier. Ils disent : "Bah, en fait je n'arrive pas à être tranquille à chaque fois qu'il y a quelqu'un qui est en chien [en manque, en difficulté avec son matériel]" ou "J'en prends pour mon pote parce que je sais qu'au bout d'un moment il va s'énerver parce qu'il va péter la sienne." Donc même des non-consommateurs qui prennent des pipes pour compenser la frustration des consommateurs.* » (Intervenant en CAARUD, Lille)

Toutes ces stratégies d'adaptation contribuent à éloigner les usagers des dispositifs spécialisés, à freiner l'action des professionnels et à accentuer les risques et dommages associés aux usages.

L'héroïne toujours consommée dans la Région Hauts-de-France

Un usage le plus souvent en second plan

Comme évoqué dans les derniers rapports, un certain nombre d'usagers fréquentant les CAARUD (et leurs antennes mobiles) consomment de l'héroïne. Le produit est d'ailleurs toujours très disponible dans les Hauts-de-France, bien que dans une moindre mesure que la cocaïne (certains points de vente ne proposent que de la cocaïne). Comme la cocaïne, elle est aussi vendue de manière fractionnée. L'usage d'héroïne s'inscrit souvent en toile de fond et non comme pratique centrale ou posant le plus de problèmes. Néanmoins, certains usagers, de moins en moins nombreux selon les professionnels interrogés, continuent à consommer de l'héroïne de manière prioritaire ou exclusive pour ses effets dépresseurs, tranquillisants, anesthésiants et euphorisants.

« *Avant, on avait des personnes qui étaient uniquement sur ce type de consommation et là on les a perdues de vue. Sur notre file active, uniquement de l'héroïne, c'est très peu.* » (Intervenante en CAARUD, Pas-de-Calais)

« *Sur une nuit, si je parle avec un héroïnomane, c'est bien, et encore pas toutes les nuits et souvent c'est des mecs que je connais depuis longtemps, qui sont des anciens et qui ont des pratiques anciennes.* » (Intervenant en CAARUD, Lille)

Une large part des usagers d'héroïne en consomme pour gérer les symptômes du manque installés depuis de longues années ou l'utilise (parfois pour la première fois) pour gérer les effets négatifs de la cocaïne (descentes) qu'ils consomment prioritairement.

« *On n'a quasiment plus de consommateurs d'héroïne pure et dure quoi. C'est souvent des gens qui prennent de l'héro pour les descentes.* » (Infirmière en CSAPA, Oise)

« *C'est plus une corvée qu'autre chose. L'héro, on est obligé parce qu'il y a le manque. Franchement, des fois, c'est chiant... T'as plus de plaisir. La première taffe tu l'apprécies, mais après c'est la routine. C'est plus pour esquiver le manque.* » (Usager de cocaïne basée et d'héroïne de 28 ans, en situation de grande précarité, Lille)

Beaucoup alternent avec des traitements par agonistes opioïdes (TAO), méthadone et buprénorphine, aussi appelés traitements de substitution aux opiacés (TSO) qu'ils obtiennent dans un CSAPA ou en médecine de ville dans le cadre d'un suivi thérapeutique. Ils peuvent aussi en obtenir sur le marché noir. Dans ce cas, les TAO permettent d'éviter de se retrouver en manque en cas de difficulté d'accès à l'héroïne ou de moindre qualité du produit (décrise dans l'encadré ci-dessous). À l'inverse, consommer de l'héroïne en plus des TAO permet parfois de compenser un dosage prescrit trop faible au regard des besoins du patient.

« *Je consomme [de l'héroïne] tous les jours, mais il y a des moments où je ne consomme pas pendant deux ou trois jours, je prends de la méthadone que j'achète au noir pour gérer le manque.* » (Usager d'héroïne et de cocaïne basée de 39 ans, en situation de grande précarité, Lille)

« On a vraiment des usagers qui ont plusieurs années d'expérience avec des consommations d'héroïne, soit ponctuellement, soit de manière continue, souvent associées à des TSO [TAO]. » (Médecin en CSAPA, MEL)

Comme évoqué dans le rapport 2023, les professionnels de l'accompagnement observent toujours des inégalités de territoire en matière d'accès aux TAO (certains recourent par exemple à la téléconsultation faute de médecins), lesquelles légitiment parfois la poursuite des usages d'héroïne.

« Chez nous, c'est très compliqué de trouver un médecin [pour obtenir un TAO]. Donc soit c'est le marché noir pour les TSO [TAO] ou alors il jongle un petit peu avec l'héro. » (Intervenant en CAARUD, Aisne)

Néanmoins, depuis plusieurs années, la plus grande accessibilité de ces traitements dans la Région contribue sans doute à stabiliser et parfois même à remplacer les usages d'héroïne. La présence d'un marché noir de TAO sur l'ensemble de la Région et leur consommation, dans certains cas par voie intraveineuse ou nasale (pour améliorer la biodisponibilité du traitement), appuient la tendance.

« Je consomme un petit peu [d'héroïne] et j'achète trois plaquettes [de méthadone] pour le mois, j'essaie de prendre une gélule tous les deux jours. La méthadone, c'est pas pareil que la conso. [...] Pour l'héroïne, j'ai quasi 50 ans, j'arrive à gérer, mais je n'ai jamais réussi à arrêter. Et pourtant j'en ai envie. Je pense qu'elle fera toujours partie de ma vie, je mourrai avec elle, parce que j'aime ça et je ne veux pas me mentir, il y a trop longtemps que je suis dedans. » (Usager d'héroïne de 48 ans, logé chez un tiers, Oise)

Par ailleurs, selon les professionnels interrogés, en particulier en CAARUD, les nouveaux usagers de drogues rencontrés sont des consommateurs beaucoup plus souvent de cocaïne basée que d'héroïne.

Baisse de l'injection d'héroïne au profit de l'inhalation et du sniff

Comme le montrent les rapports d'activité des associations et les témoignages de professionnels et d'usagers, la consommation d'héroïne par voie intraveineuse laisse de plus en plus place à l'inhalation et au sniff. Des usagers, souvent consommateurs depuis plusieurs années, continuent à injecter l'héroïne (mais aussi les TAO et la cocaïne) et à demander beaucoup de seringues aux CAARUD et aux pharmacies locales. Pour le reste, la demande de matériel d'inhalation auprès des CAARUD concerne une majorité de personnes et tend à corroborer une tendance générale à fumer plutôt qu'à injecter, que ce soit l'héroïne ou la cocaïne. Ce constat est corroboré par les professionnels maraudeurs qui ramassent et observent moins de seringues sur les lieux de consommation et de vente.

L'héroïne a longtemps été fumée par la technique de la « chasse au dragon » qui consiste à utiliser une feuille d'aluminium sur laquelle le produit est posé puis chauffé. L'usager peut ainsi faire bouger la goutte qui se crée et inhale les émanations. Depuis l'intensification des usages de cocaïne basée conduisant à distribuer de plus en plus de pipes en verre, les consommateurs se reportent davantage sur celles-ci pour fumer l'héroïne (même si le phénomène n'est pas homogène partout dans la Région). L'utilisation de la pipe présente l'avantage de faciliter l'usage dans les espaces urbains, elle préserve la fumée du vent et s'exécute plus rapidement et discrètement.

« Je fume à la pipe parce que je suis dehors, c'est plus pratique, mais quand je peux, je fume à l'alu. Quand je suis dans ma tente par exemple. » (Usager d'héroïne et occasionnellement de cocaïne basée de 39 ans, en situation de grande précarité, Lille)

« Chasser le dragon, j'ai du mal avec ça, je n'y arrive pas, il faut mettre le papier, c'est tout un machin donc je la mets [l'héroïne] sur la pipe à crack. [...] La pipe, c'est plus simple, tu mets, tu fumes et basta. » (Usager d'héroïne de 48 ans, logé chez un tiers, Oise)

En revanche, l'utilisation de la pipe pour la consommation d'héroïne présente l'inconvénient de consumer le produit plus rapidement qu'avec l'aluminium et de dégrader le verre et les filtres/grilles là aussi plus rapidement. En ce sens, certains polyconsommateurs utilisent deux pipes, une pour la cocaïne et une pour l'héroïne. Ils utilisent parfois des embouts (permettant de fumer sans se brûler) de couleurs différentes pour distinguer l'une de l'autre.

De nombreux usagers sniffent l'héroïne ou alternent entre différents modes d'usage (sniff, inhalation, injection). Un usager interrogé précise par exemple qu'il s'est tourné vers l'inhalation suite à de nombreux problèmes de cloisons nasales. D'autres cherchent à varier les effets ressentis. Les acteurs des départements picards observent plus particulièrement cette pratique du sniff (en MEL, l'inhalation semble majoritaire).

« Ça fait plus de trente ans que je consomme de l'héroïne. Uniquement en sniff, je n'ai jamais testé l'injection, j'ai horreur de ça. [...] J'achète l'héro dans la rue et je consomme chez moi, à la maison. »
(Usager d'héroïne de 50 ans, en emploi, Oise)

Faible qualité de l'héroïne

Comme signalé en 2023, la situation internationale relative à l'héroïne laisse craindre des déséquilibres du marché qui pourraient potentiellement affecter les Hauts-de-France. En effet, l'Afghanistan, qui produit 80 % de l'héroïne dans le monde (UNODC, 2022a), a diminué sa production d'opium de 95 % entre 2022 et 2023 (UNODC, 2023).

Au niveau local, aucun déséquilibre notoire n'a été pour le moment constaté, que ce soit concernant le coupage de l'héroïne, son prix ou le remplacement par des opioïdes synthétiques. Selon les données du LPS de Lille, la teneur moyenne dans cette région reste variable et n'est pas à son plus haut niveau, en 2024 (voir le tableau ci-contre). Cette année-là, comme en 2023, toutes les héroïnes saisies et répertoriées par le LPS de Lille dans les Hauts-de-France sont déjà coupées (au paracétamol et/ou à la caféine), ce qui n'exclut pas un recoupage supplémentaire au cours du circuit de distribution. La valeur médiane des teneurs est basse : 7,8 % en 2024 pour le LPS de Lille. SINTES Hauts-de-France observe également des teneurs relativement basses en 2024 par rapport à 2023 (voir annexe III pour le détail). La plupart des produits collectés et quantifiés ($n = 10$) ont une teneur inférieure à 8 % (8 sur 10). Ces quelques résultats ne sont toutefois pas représentatifs de l'état du marché.

Les usagers interrogés en 2024 relatent encore une mauvaise qualité du produit, mais aussi toujours des disparités importantes selon les villes, le dealer et le point de deal. Certains sont prêts à se déplacer loin, parfois jusqu'à Lille, Roubaix, Amiens ou encore en Belgique.

« Je n'aime pas la qualité du produit, elle n'est pas bonne. Je consomme depuis l'âge de 14 ans, je peux tout de suite te dire si c'est bien ou pas bien. Il y a de la came [de l'héroïne] dedans mais, des fois, elle a un mauvais goût, elle est parfumée. Pour être honnête si je veux de la qualité, je vais à Lille ou à Amiens et là je suis content du produit et moins cher. » (Usager d'héroïne de 48 ans, logé chez un tiers, Oise)

« J'en ai eu certains qui me disent que d'un point à l'autre il y a des grosses variations, ils se retrouvent en manque au bout d'une heure. Alors que s'ils prennent sur leur plan habituel et bien ça leur tient tant d'heures. » (Infirmier en CAARUD, Lille)

Les usagers remarquent encore des prix plus élevés (20 ou 25 euros pour 1 gramme). Ils sont souvent circonscrits à certains secteurs et gages d'une meilleure qualité qui peut par ailleurs déstabiliser certains usagers.

« C'est traître parce que quand elle est bonne, tu paies 25 euros, elle est bonne, mais du jour au lendemain s'ils n'en ont plus... après les héroïnes qui tournent dans le coin ne te suffisent plus. » (Usager d'héroïne et de cocaïne basée de 39 ans, en situation de grande précarité, Lille)

Dans ce contexte global et local, des mesures de réduction des risques et des dommages (RdRD) restent nécessaires, comme la diffusion large de la naloxone (antidote aux overdoses d'opiacés) et le déploiement des initiatives adaptées d'analyse de drogues comme outil de RdRD et de veille sanitaire. Trois séries d'incidents sanitaires ont été rapportées ailleurs en France en 2023 (Gérome, 2024).

Figure 2. Évolution de la teneur moyenne en héroïne base (en %)* dans les échantillons coupés - LPS de Lille

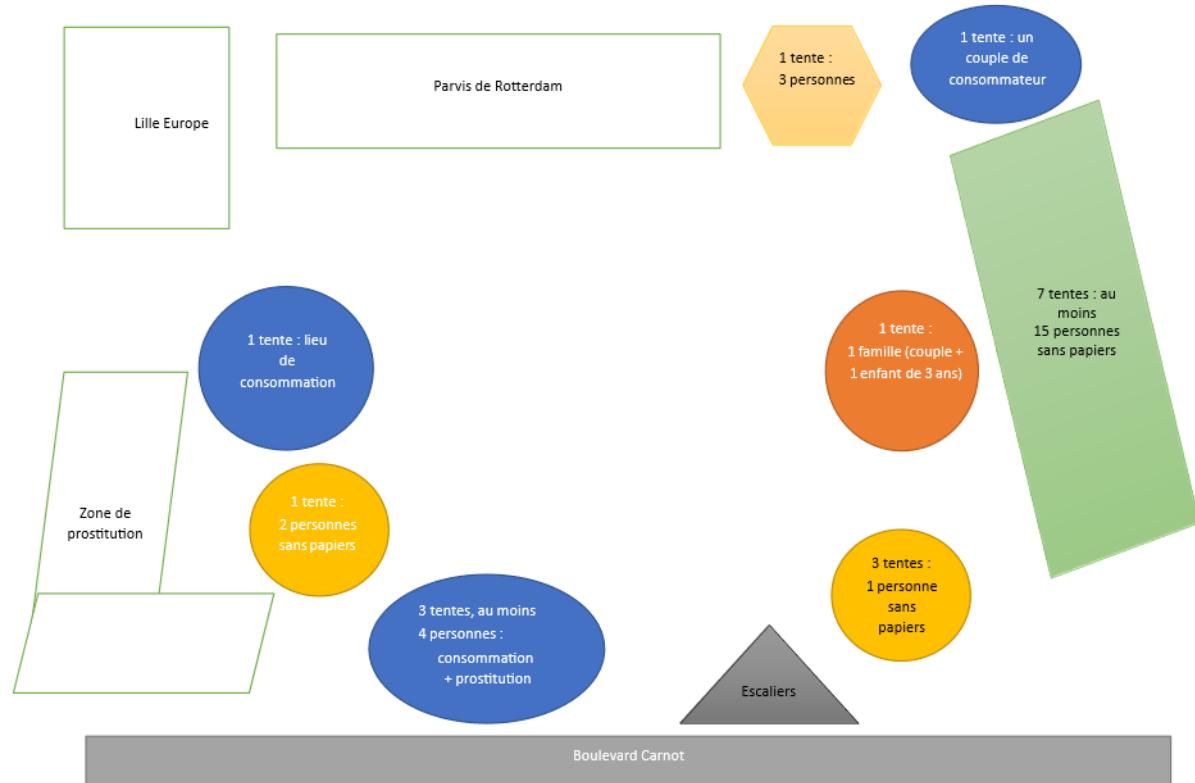


*Les résultats 2023 se basent sur 23 dossiers issus de 23 affaires différentes, mais pouvant comporter plusieurs échantillons révélant des compositions et teneurs identiques.

Lieux de vie et de consommations à ciel ouvert : des effets de déplacement

Le rapport 2023 décrivait la fermeture de la friche Saint-Sauveur à Lille, lieu marqué depuis plusieurs années par l'usage de drogues, le trafic et la prostitution. Immédiatement après cette fermeture, un nouvel espace a été investi par les mêmes populations (personnes migrantes, usagers de drogues lillois ou en situation de migration et travailleuses du sexe) : le parc Matisse, situé à proximité des gares lilloises, un espace d'environ 8 hectares composé de parties plus particulièrement boisées. Des tentes y étaient déjà installées de longue date (dont ce qui ressemble à une très grande yourte) et occupées par des publics en situation de migration, non consommateurs, avec pour certains l'objectif de se rendre à Calais par la suite. Dès la fin d'année 2023, les observateurs du dispositif TREND y ont constaté du trafic de drogues (essentiellement cocaïne et médicaments). Ils ont également repéré des lieux de consommation (beaucoup de personnes fument, d'autres injectent), des lieux de vie, des espaces plus spécifiquement repérés pour la prostitution et d'autres toujours investis par des personnes migrantes non consommatrices (en général très distincts les uns des autres). En plus des tentes, des petites constructions y ont été installées (entre 20 et 30 environ, tentes et installations comprises). Plusieurs dizaines de personnes, hommes, femmes dont des personnes migrantes consommatrices ou non, se retrouvaient ou vivaient quotidiennement sur la zone (schéma ci-dessous).

Schéma 1. Parc Matisse au début de l'installation (fin 2023)



Source : responsables d'observation

Certains espaces étaient davantage contrôlés par les habitants du parc Matisse et donc difficile, voire impossible d'accès pour les professionnels en maraude. Ces derniers décrivent également des espaces avec une meilleure ambiance, de la musique, un accueil chaleureux. Ces éléments d'observation font penser à de potentiels enjeux de pouvoir, de place et de discréetion, tout comme sur la friche Saint-Sauveur.

Les forces de l'ordre intervenaient sur le lieu, par exemple pour des contrôles d'identité. Les habitants ont aussi repéré des drones qui couvraient parfois la zone. Courant mai 2024, sans doute aussi en préparation des jeux Olympiques, la zone a été complètement évacuée et nettoyée¹⁷ (photos ci-dessous). Beaucoup d'individus avaient déjà quitté les lieux, en particulier les usagers de drogues.

Photos. Parc Matisse avant et après l'évacuation



Source : responsables d'observation

Cette évacuation, comme la précédente, a donné lieu à des effets de déplacement vers d'autres zones à proximité des gares dans le centre de Lille. D'une part, une petite zone enclavée sous un pont renommée « la grotte ». D'autre part, une plus grande zone sur une plateforme entourée de grillages rigides elle aussi abritée et renommée « Chaude-Rivière » en écho au nom de la rue qu'elle surplombe. Ces deux espaces étaient déjà investis de manière sporadique comme lieu de vie ou de repos (photos p. 32).

17. *La Voix du Nord*, « Les campements illicites du parc Matisse détruits et évacués », 17 mai 2024.

Photos. La « grotte » avant l'installation du point de vente et de regroupement



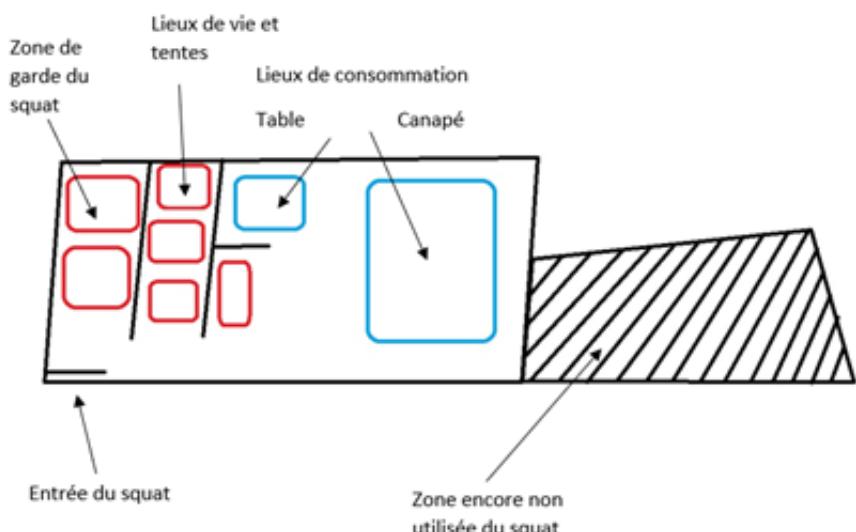
Source : responsables d'observation - coordinateur

Des trafics, en particulier de cocaïne, mais aussi d'héroïne et de médicaments, y ont pris place très rapidement derrière des pare-vues et autres bâches divisant plusieurs petits espaces (schéma ci-dessous).

Les usagers s'y rendent pour acheter et souvent pour consommer dans les installations prévues à cet effet (canapé, chaises, matelas) ou dans les environs. Selon les observateurs, ils ont approximativement entre 20 et 40 ans, parfois plus. Ces personnes sont le plus souvent en situation de grande précarité, mais quelquefois aussi plus insérées. Certains y vivent, d'autres s'y prostituent.

« En fait c'est juste à côté de la gare et c'est un public hyper hétérogène, ça m'avait impressionné à quel point. Il y a un monsieur qui est arrivé avec sa valise, enfin il sortait du train, il est venu chercher, il a consommé sur place avec les autres et il est parti. » (Intervenant en maraudes, Lille)

Source : responsables d'observation



« Les premières fois qu'on y est allé, on était impressionné parce que c'est 20 à 30 personnes qui consomment en simultané. C'est des lucioles, il y a des briquets partout [pour chauffer le produit et le fumer]. C'est assez impressionnant. » (Intervenant en maraudes, Lille)

Ces regroupements dans le centre de Lille ont occasionné de nombreuses plaintes de la part des riverains. Elles ont été relayées par la presse locale¹⁸, mais aussi par des professionnels et usagers du secteur interrogés cette année-là.

18. La Voix du Nord, « Crack, héroïne, prostitution, vol... le ras-le-bol des habitants », 30 novembre 2024.

« Je vois pas mal de gens passer [dans la zone]. Ça s'est complètement dégradé depuis quelque temps. Depuis les JO, je crois qu'ils ont été déplacés [les usagers de drogues]. Et tous les soirs, je vois des crackers [usagers de cocaïne basée]. Il y a un espace où il y a de la lumière avec une espèce de petit muret où ils peuvent faire leur truc. Tous les soirs j'ai droit à des cuillères [utilisées pour la préparation de la cocaïne] et des : je crame, je fume et je nettoie ma pipe. [...] Apparemment il y a un truc qui s'appelle la grotte à côté. Quatre ans que je suis là [...] on n'avait pas ce problème-là avant.

Il y a plus de deals en fait et plus de consommateurs. Il y a plus de consommateurs, plus de vols, plus d'agressions parce que du coup ils sont près de leur point de vente. Du coup ils essaient d'avoir l'argent, donc ils vont accoster des gens pour leur demander du feu et partir avec le portable. J'ai déjà vu plein de trucs comme ça. [...] Et puis les bagarres, et puis ça gueule parce qu'il t'en a donné plus machin, ça parle de drogues. » (Usager de cocaïne basée de 50 ans, inséré et en emploi, Lille)

Tout comme sur un point de deal, mais à une plus petite échelle, le trafic est organisé de manière bien définie (organisation de la vente, des entrées et sorties, de l'espace intérieur, de la surveillance extérieure, du ravitaillement : depuis un lieu de stockage, etc.). L'accès intérieur était en général refusé aux professionnels en maraudes (en particulier sur l'un des deux lieux précités), lesquels devaient effectuer leurs missions sociales et de réduction des risques à l'entrée ou à proximité.

« Une aprèm on arrive devant, je reconnaissais deux gars, un juste en face, un autre sur le trottoir d'en face. Et le mec que je connais il me dit : "Tu vas où ? Je vous reconnais, mais vous allez où ? Non, non, attends, faut que je demande." Et il a été demandé au dealer du jour. On a fait demi-tour, on s'est arrêté 50 mètres plus loin. [...] C'était toujours très courtois et là, ces derniers temps, ces derniers mois, tu sens que tu n'es plus le bienvenu comme ça pouvait l'être avant. » (Intervenant en CAARUD, Lille)

De plus, les deux zones étaient a priori gérées par des réseaux différents, ce qui occasionnait des conflits et des tensions dans le secteur. Les forces de l'ordre y intervenaient régulièrement (destruction des installations, expulsion des occupants, etc.), mais sans toutefois contrecarrer définitivement le trafic. En janvier 2025, après un incident violent conduisant une personne grièvement blessée à être hospitalisée¹⁹, les deux zones ont été complètement évacuées et fermées, laissant place à un amas de terre d'un côté et à une « forêt » de piquets en métal de l'autre²⁰ (photos ci-dessous). Mais là encore, des regroupements se sont réorganisés sur d'autres espaces que le dispositif TREND observera en 2025.

Photos. La « grotte » et Chaude-Rivière après l'évacuation



Source : responsables d'observation

19. *La Voix du Nord*, « Une personne grièvement blessée aux abords d'un squat de la rue Javary, à Lille », 19 janvier 2025.

20. *La Voix du Nord*, « Campement illégal et lieu de deal, "la grotte" de la rue Javary a été démantelée », 22 janvier 2025 ; *La Voix du Nord*, « Quand la MEL installe une forêt de piquets anti-SDF sous un pont », 31 janvier 2025.

USAGES ET USAGERS DE DROGUES DANS LES ESPACES FESTIFS

Introduction

Comme le soulignent les rapports TREND des dernières années, les soirées électros/technos continuent de se développer dans la Région. La distinction entre la scène commerciale (bars, clubs, festivals, concerts) et la scène techno alternative (*free party*) s'estompe de plus en plus et engendre un mélange croissant de différents publics dans des espaces plus variés. Une *free party* est un événement festif illégal organisé par un collectif de bénévoles qui forme le sound system. Les *free parties* diffusent des musiques électroniques et en particulier de la techno. Elles s'organisent en campagne, en forêt et parfois même en ville.

Les générations de fêtards continuent de se renouveler. Les tranches d'âges restent relativement larges (des mineurs jusqu'à des plus de 30-40 ans) et dépendent du style de musique et de l'espace festif. À titre d'exemple, le style hard-core (rythme très rapide, intensité élevée des basses, thèmes plus sombres, etc.) est plus souvent préféré par les plus âgés.

En plus de l'alcool²¹ et du cannabis, les consommations de drogues sont souvent observées lors de ces soirées technos. La MDMA y est particulièrement consommée, soit sous sa forme comprimé (ecstasy), soit sous sa forme poudre/cristaux. La cocaïne est consommée sous sa forme poudre. L'écrasante majorité des fêtards qui en consomment la sniffent²². La cocaïne est une substance qui reste coûteuse. Elle est peu consommée par les publics étudiants par exemple, mais plus souvent par des personnes qui en ont la capacité financière (souvent un peu plus âgées). La kétamine et les cathinones sont consommées plus récemment sur les événements technos commerciaux. Elles supplantent parfois d'autres usages. Les cathinones sont des produits de synthèse stimulants et entactogènes (3-MMC, 3-CMC, 2-MMC, etc.). Le nom employé par les usagers pour désigner ces différentes cathinones reste encore souvent 3-MMC (la plus populaire), 3-M, MMC ou encore 3. Les changements de molécules interviennent en raison de l'évolution des cadres législatifs des pays depuis lesquels elles sont importées (en particulier les Pays-Bas)²³. La kétamine prend quant à elle une place de plus en plus importante décrite plus bas. D'autres produits sont consommés dans ces espaces technos tels que les poppers (solvants), le LSD (hallucinogène) ou encore le speed (mélange d'amphétamine et de caféine).

L'approvisionnement complexe de drogues par le *darknet*

Chez les consommateurs des espaces festifs technos, le *darknet* est un mode d'approvisionnement sollicité, même s'il reste minoritaire. Un fêtard interrogé en 2024 décrit le fonctionnement très technique de l'achat de drogues par le *darknet*. Ce dernier a mis plusieurs semaines pour se configurer un accès sécurisé et se procurer de la cryptomonnaie. Il a constaté la diversité des produits disponibles (en particulier les produits de synthèse). Les prix sont très avantageux (livraison et transaction en cryptomonnaie comprises), notamment pour des achats en grosse quantité.

« Moi, j'avais personne qui s'y connaissait donc j'ai vraiment tâtonné parce que c'était vraiment stressant. Ça fait deux ans que je me procure là-bas. Il m'a fallu trois semaines pour ça, c'était très stressant à configurer pour vraiment être sécurisé. [...] Faut avoir la clé USB bootée, son portefeuille crypto qui est très spécial. Il faut crypter ces messages. Il faut envoyer son adresse au vendeur sur le site et il faut que seulement lui puisse ouvrir ce mail. Et en fait il a une clé spécifique. [...] Il n'y a que lui qui peut l'ouvrir avec cette clé spécifique.

C'est impressionnant et à des prix qui sont vraiment intéressants. [...] Par exemple, j'avais acheté 50 taz [comprimés d'ecstasy] j'avais payé, frais de port compris et la transaction cryptomonnaie, c'est un coût ça, j'avais payé 110 balles je crois [en soirée un comprimé peut se vendre jusqu'à 10 euros]. » (Fêtard et étudiant de 22 ans, MEL)

21. Certains fêtards interrogés notent que le prix élevé de l'alcool pendant les événements et les effets indésirables qu'il produit le lendemain les amènent parfois à se tourner vers d'autres drogues comme la kétamine ou l'ecstasy/MDMA.

22. Comme expliqué dans la partie « Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine », les intervenants et fêtards interrogés en 2024 relèvent quelques usages de cocaïne basée, soit pendant l'événement soit en *before* et/ou *after*.

23. Aux Pays-Bas, la vente de la 3-MMC a été interdite en 2021 et celle de la 3-CMC en 2023.

Pour avoir accès aux drogues qu'ils recherchent, les consommateurs ont différents moyens : la vente physique auprès d'un dealer, la livraison, l'achat pendant l'événement festif, l'Internet de surface ou encore le *darknet* (voir encadré p. 34), etc. En 2024, comme évoqué dans la partie « Trafic de médicaments dans la Région : un large panel de molécules proposées », la livraison par les réseaux sociaux et applications de communication représente un mode d'approvisionnement important pour ce public.

La démocratisation de la techno dans la MEL

Une offre toujours plus importante d'espaces festifs et de soirées

En 2024, la métropole lilloise continue de proposer une offre importante d'événements technos à la fois dans les établissements de nuit comme les discothèques, mais aussi dans les bars. Ces derniers accueillent très régulièrement des DJ sets, qu'il importe le jour de la semaine. De plus, de nouveaux lieux légaux dédiés à la scène festive techno ont ouvert dans la MEL. Ceux-ci répondent d'ailleurs à une plus grande exigence esthétique exprimée par certains fêtards. Ces lieux élargissent leurs programmations (le dimanche, sur des horaires en journée). Ces nouveaux espaces, bien qu'ils soient légaux et encadrés, sont aussi des lieux de consommation de drogues.

« Tu veux faire venir des gens DJ sets, tu paies que dalle ou trois pintes pour les DJ et ça joue aussi de la hard techno dans des bars en semaine, ça va fermer à 0 h, même pas, et tu vas avoir des trucs qui tabassent bien comme il faut. » (Intervenant en CAARUD, Lille)

« C'est vrai que les lieux un peu beaux, un petit peu architecturalement sympa, j'en vois de plus en plus. Il y a le [tiers lieu dans la MEL]. Je suis allé faire une soirée dans une mine, enfin une vieille mine, il y avait un musée à côté quoi, quelque part dans les Hauts-de-France. [...] Ils [les fêtards] aiment bien avoir un truc un peu esthétique aussi sympa. C'était marrant parce qu'en fait tu faisais ton festival et en fait tu avais accès au musée. [...] Enfin, je pense que ça plaît aux gens aussi d'être dans des lieux sympas et de faire des super photos. » (Fêtard de 26 ans, MEL)

Les soirées technos à thème, notamment drag/queer/LGBTQIA+, se développent et connaissent également une notoriété grandissante dans des espaces commerciaux. Elles contribuent à élargir la diversité des publics de fêtards qui fréquentent ces espaces. Ces soirées sont davantage investies par la communauté LGBTQIA+ qui voit là une manière de faire la fête sans se sentir discriminée. Elles sont toutefois ouvertes à d'autres publics. Les acteurs interrogés y observent, de manière non exclusive, des usages d'alcool, de cocaïne, de MDMA (poudre/cristaux) ou encore de poppers.

Bien que cela soit à la marge, des personnes continuent d'organiser des *free parties* avec des scènes ouvertes non déclarées dans la MEL.

« Des mecs qui posent trois Soundboks [enceintes Bluetooth avec une forte autonomie et puissance de son] et qui vont poser à [lieu de la fête]. [...] Toute la nuit. Cet été, je m'en souviens, c'est fou, ils finissaient normalement vers 7 h ou 8 h du mat et, après, quand j'allais au parc me balader le dimanche, je voyais qu'il y avait encore des cercles. Il y avait encore une Soundboks posée un peu moins forte mais quand même. T'avais toujours la grosse techno et tu avais Monsieur Tout-le-monde qui passait à côté. » (Fêtard et étudiant de 22 ans, MEL)

En contrepartie, la hausse du nombre de soirées dédiées aux musiques électroniques peut complexifier le travail des associations de prévention et de réduction des risques qui sont contraintes de sélectionner les événements sur lesquels elles vont pouvoir s'investir (avec comme critère un nombre de participants minimum notamment).

Une diversification des publics marquée par quelques conflits

Comme décrit en 2023, de nouveaux publics fréquentent des scènes festives commerciales et généralistes et sont peu acculturés à la musique techno. Ils ont connu cette musique par différents biais (festivals mélangeant rap et musique techno ou mélangeant des styles de techno plus soft et

plus hard, playlists technos workout²⁴, réseaux sociaux, etc.). En fin d'année 2024, la MEL a par exemple accueilli un festival techno électrique proposant aussi des activités ludiques. L'événement a attiré un très large public.

« J'ai vraiment vu deux ambiances différentes parce qu'il y avait deux scènes. Ce qu'on retrouve maintenant de plus en plus dans les festivals, ça va être une scène hard, techno hard-core et même dans l'uptempo [d'autant plus énergique], enfin des styles normalement que tu trouves que sur des festivals néerlandais ou en free party, et une scène chill [détente] entre guillemets, c'est de la techno à 145 BPM, des trucs qui tapent quand même quoi. Mais du coup deux atmosphères vraiment différentes dans la même soirée. » (Intervenant en milieux festifs, MEL)

« Moi, quand j'étais sur Instagram, c'était soit dans mes stories, soit dans les réels²⁵, c'était partout quoi. Je le voyais de partout [l'événement considéré] et c'est aussi ça qui entraîne d'autres choses où les gens ne savent même pas ce qu'ils font. Enfin, les gens, ils ne savent pas spécialement ce qu'ils vont voir, ils ne connaissent pas spécialement, mais c'est vraiment tout l'engouement qu'il y a derrière et surtout aussi le côté fête foraine à côté. Un dispositif assez énorme. Moi, ce soir-là, j'ai rencontré pas mal de gens qui n'avaient jamais écouté de techno. » (Intervenante en milieu festif, MEL)

Depuis quelques années, les réseaux sociaux ont pris beaucoup d'ampleur (avec TikTok notamment) et ont joué un rôle important dans la diversification des publics fréquentant les espaces festifs électros/technos (bars, clubs, festivals, concerts). Les codes des publics issus de la scène alternative et illégale ou encore de la communauté LGBTQIA+ s'entrechoquent parfois avec ceux d'un public issu d'espaces plus commerciaux ou moins familiers des scènes technos. Un type de public en particulier attire l'attention des acteurs interrogés en 2024 : des hommes aux codes virilistes et prônant le culte du corps. Ce public correspond davantage au profil historique de certaines scènes technos étrangères (néerlandaises par exemple), souvent plus hard.

« Étant donné que ça se démocratise et que maintenant tu as des scènes hard-core dans des festos [festivals] qui n'en proposaient pas, je pense que ça attire aussi une partie de ce public-là. [...] Il y a un parallèle à faire aussi avec la démocratisation de la muscu, la culture du corps. [...] Maintenant tu les retrouves dans des espaces festifs beaucoup plus mainstream et généralistes, où il va y avoir d'autres styles de musique, d'autres styles de techno. » (Intervenant en milieux festifs, MEL)

Ces derniers, parfois surnommés « go muscu » par les fêtards interrogés, loin d'être nouveaux et majoritaires, en donnent pourtant parfois l'impression par la place qu'ils occupent dans les événements technos commerciaux, quelquefois en décalage avec l'ambiance. Ces décalages sont alors susceptibles de créer des tensions.

« C'est des mecs qui vont être hors sujet, très peu inclusifs, c'est-à-dire qu'ils vont voir des mecs avec un harnais, un mec en harnais, direct il est gay, catégorisé comme ça. Et c'est vrai que c'est assez conflictuel. C'est aussi ces mecs-là qui foncent torse poil, qui vont arriver en plein milieu de la scène, c'est-à-dire vraiment là où c'est chaud, ou même devant le DJ avec leurs bières et qui vont bousculer et ça peut monter en tension. » (Fêtard et étudiant de 22 ans, MEL)

« Des meufs qui vont prendre ce moment-là pour s'habiller un petit peu léger parce qu'elles savent qu'elles ont le droit et qu'elles ne se font pas emmerder. Tu as des mecs musclés à côté qui débarquent dans le truc, qui voient des meufs à poil et il y a énormément de tensions là-dessus. » (Fêtard de 26 ans, MEL)

Ils consomment notamment de l'alcool et de l'ecstasy (souvent pour la première fois en soirée techno), parfois de manière importante et expansive. Les intervenants en milieux festifs et les fêtards interrogés observent un manque de connaissance en matière de réduction de risques chez ce public, ou à tout le moins un goût de l'excès. Ils remarquent régulièrement une tendance à la surconsommation d'alcool et une mauvaise gestion des quantités d'ecstasy consommées (ébriété importante, chutes, nécessité de se poser pour récupérer).

24. Playlists de musiques technos spécialement dédiées à la pratique du sport, en particulier la musculation.

25. Courtes vidéos diffusées sur les réseaux sociaux (TikTok, Instagram).

Le mouvement de régularisation des organisateurs de *free parties* en Picardie

Les intervenants en espaces festifs constatent encore un mouvement de régularisation des organisateurs de *free parties*. Les sound systems investissent d'autres lieux. Ceux qui sont connus des associations de RdRD picardes s'installent par exemple de plus en plus dans les bars de leur ville, dans des salles et des terrains occupés avec le consentement des propriétaires, voire même loués légalement.

« En fait les sound systems chez nous, ils ne tournent plus autant qu'avant. Ils se sont posés et maintenant ils font carrément des événements légaux. [...] Ils vont dans des salles. Ils passent par les bars aussi. Maintenant, on a le [nom du bar], qui pose le jeudi soir, le vendredi soir et le samedi soir. » (Intervenant en CAARUD, Somme)

« On bosse vraiment beaucoup avec un groupe qui est basé dans un bar. [...] C'est un groupe de copains qui font un événement comme ça [de temps en temps], mais ils ont l'accord de la personne pour utiliser le terrain. C'est un terrain privé, mais il y a l'accord de la personne. Ils préviennent aussi la municipalité que ce soir-là, ils font ça. Enfin c'est sur deux jours, mais voilà. Et pour le coup, c'est un peu plus justement sound system à l'ancienne où ils vont poser comme ça, mais ils font ça de manière très encadrée en fait. Ils ne laissent pas venir non plus n'importe qui, ils communiquent entre eux et c'est quelqu'un qu'on connaît qui va inviter quelqu'un qu'il connaît. » (Intervenant en CAARUD, Aisne)

Les sound systems sont contraints d'opter pour un encadrement plus strict en raison de l'attention que portent les préfectures et forces de l'ordre aux *free parties* non déclarées. Les interventions policières avec le relevé des plaques d'immatriculation, le blocage et contrôle des entrées et sorties ou encore la délivrance d'amendes aux organisateurs et participants sont toujours récurrentes. De plus, les problèmes qui peuvent découler de ces événements (accidents divers, usage de drogues, etc.), poussent certains collectifs à prendre moins de risques en se légalisant.

Comme signalé en 2023, les collectifs qui légalisent leurs soirées conservent certains codes marquants des *free parties* et en adoptent de nouveaux. Ces codes permettent de satisfaire leurs différents publics et de conserver une identité qui se veut encore alternative. Les billets sont ainsi vendus sur des plateformes légales (telles que Shotgun), la municipalité est au courant, mais le lieu reste secret jusqu'à la veille de l'événement, les consommations de drogues sont visibles et en partie banalisées, etc.

« On a pu faire une teuf en salle des fêtes où effectivement la municipalité était au courant. Le maire est même venu sur place, il y avait des équipes de sécurité, etc. Du coup tout est organisé, il y a même de la vente de billets en ligne. » (Intervenant en milieux festifs, Picardie)

« Toute la scénographie, etc. Vraiment comme si c'était illégal [...], mais la municipalité qui est prévenue. Un truc vraiment pour le coup qui est organisé à l'avance. Les gens sont prévenus. Il y a juste le lieu qui est donné au dernier moment comme pour l'illégal. [...] Il y a de la conso aussi sans problème. » (Intervenant en milieux festifs, Picardie)

La kétamine : une drogue toujours très convoitée par les fêtards

En 2024, les intervenants en milieux festifs continuent de constater une présence importante des consommations de kétamine dans la MEL comme dans le reste de la Région, chez les femmes comme chez les hommes. La kétamine est majoritairement consommée par petites doses pour profiter des effets stimulants et euphorisants, voire bénéficier d'une légère modification des perceptions visuelles et corporelles. Depuis le début des années 2010, les profils sociodémographiques des consommateurs et les espaces dans lesquels ils se rendent sont plus variés. Auparavant, l'usage de kétamine était davantage réservé à des initiés à la recherche de sensations dissociatives très intenses. La kétamine bénéficiait alors souvent d'une mauvaise image (inadaptée aux sociabilités festives, dangereuse, normalement réservée aux animaux, etc.) (Gérome, 2024). Les effets hautement dissociatifs (décorporation jusqu'au k-hole²⁶) sont minoritaires, mais encore recherchés

26. Perte de conscience qui survient suite à une surdose de kétamine.

par certains (par exemple en *after*²⁷). Sa disponibilité, son coût et la consommation de petites doses ont changé les représentations négatives qui lui étaient affiliées, notamment sur les scènes commerciales. La palette d'effets est plus large et leur durée plus courte. À titre d'exemple, selon certains fêtards qui la préfèrent, la désinhibition que procure la kétamine est semblable à l'alcool, mais sans les inconvénients associés (maux de tête, nausées, etc.).

« *J'avais fait ma deuxième expérience avec la kétamine très récemment justement. Et c'est vrai que, sur le coup, je pensais pas du tout [...] il y a aussi un effet qui est intéressant, c'est que ça dure peut-être une demi-heure, une heure. Ça, c'est génial. Après hop, tu te fais une petite pause et puis hop, c'est fini, les effets sont partis. [...] Et c'est vrai que globalement, ça me permet même de limiter ma consommation d'alcool, pour le portefeuille, c'est sympa aussi.* » (Fêtard et étudiant de 22 ans, MEL)

« *Il y a des gens qui me disent : je prends un peu de kétamine pour me désinhiber, pour avoir un peu l'effet de l'alcool, comme si tu avais bu deux ou trois pintes et, le lendemain, j'ai pas de gueule de bois. Deux heures après, je suis redescendu et ça va beaucoup mieux. Donc il y a un peu cette recherche du côté récréatif. [...] Au début, c'était plus en alternatif, en illégal et là c'est arrivé sur du commercial, en festivals, en concerts, partout.* » (Intervenant en CAARUD fréquentant les milieux festifs, MEL)

Les réseaux sociaux (principalement TikTok) ont participé au changement d'image du produit, notamment auprès de publics jeunes. Les contenus publiés sur la kétamine (et d'autres drogues comme les ecstasys) mettent parfois l'accent sur l'humour sans y associer un discours de réduction des risques. La diffusion de ces contenus sur les réseaux sociaux étant publique, ils sont facilement accessibles pour une large audience, souvent peu avertie.

« *J'ai vu un post il n'y a pas longtemps comme quoi il y avait même des trends²⁸ à propos de la kétamine. Pour moi, les trends, c'est visé sur des gens très jeunes, parfois même mineurs. Et du coup, TikTok a vraiment banni [le post] parce qu'en fait c'était de l'incitation. Les gens ne savaient pas ce que c'était et puis ça avait l'air cool. [...] C'étaient des blagues avec des filtres de chevaux [la kétamine est utilisée en médecine vétérinaire] et qui disaient : "Kétamine !" [...] C'était juste brut, sans message, sans rien, juste l'information comme ça, c'est fun et aucun truc de RdRD.* » (Fêtard de 27 ans, MEL)

« *Il y a vraiment ce genre de vidéos un peu marrantes, de mèmes²⁹ et tout sur les réseaux sociaux. Et je pense que, pour plein de gens, c'est la première introduction à un truc [à un usage de drogue] avec un discours pas ultra-négatif. [...] Ils ont un truc un peu marrant avec des chevaux [souvent associés à la kétamine], des hiboux [parfois associés aux ecstasys] [...] et c'est un discours qui est totalement différent.* » (Fêtard de 26 ans, MEL)

Une nouvelle fois, plusieurs intervenants en milieux festifs et acteurs du soin ou de la RdRD confirment que certains usagers issus des milieux festifs se retrouvent en difficulté avec la kétamine. Ils peuvent parfois développer des troubles psychiques ou somatiques importants (perforation de la cloison nasale, affections de la vessie, des reins, du foie, des voies biliaires, de l'estomac, etc.), mais aussi des addictions (voir plus bas).

27. Un *after* est la suite d'une soirée (par exemple après la fermeture d'une boîte de nuit, les participants se retrouvent dans le logement de l'un d'eux afin de poursuivre la fête).

28. Vidéo courte sur un phénomène, une tendance contenant le plus souvent une musique en support. Le concept, devenu viral, est ensuite reproduit par l'ensemble des utilisateurs.

29. Contenu humoristique sous forme d'image, de vidéo ou de texte souvent très populaire et réutilisé par les utilisateurs.

AUTRES PHÉNOMÈNES MARQUANTS

Chemsex

Cadrage

L'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) définit le *chemsex* comme « un usage de substances psychoactives effectué spécifiquement lors de rapports sexuels, par des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), et qui présente les caractéristiques suivantes : l'usage de drogues est corrélé à l'activité sexuelle ; les substances consommées se centrent principalement sur les nouveaux produits de synthèse (NPS) [en particulier les cathinones] et le GHB-GBL ; les rencontres entre *chemsexers* s'appuient sur les réseaux sociaux et les applications de rencontres et se déploient essentiellement au sein d'espaces domestiques » (Gérome *Chemsexer*, 2024). Dans les Hauts-de-France, les profils sociodémographiques des *chemsexers* sont très variés en matière d'âge ou de statut professionnel (étudiants, chômeurs, salariés, chefs d'entreprise, etc.). Le *slam* (terme employé par les *chemsexers* pour désigner l'injection de substances) est couramment pratiqué pour la consommation de cathinones (3-MMC, 3-CMC, 2-MMC, etc.) et parfois de kétamine ou de cocaïne. Cependant, l'injection peut être proscrite de la soirée (la pratique du sniff est alors privilégiée) et pratiquée dans des sessions dédiées.

En 2024, les *chemsexers* de la Région continuent de se fournir principalement auprès de dealers de confiance parfois pratiquant eux-mêmes le *chemsex*, et utilisent beaucoup la livraison (Internet, réseaux sociaux, applications de communication, SMS). L'évolution du marché des cathinones amène certains vendeurs et usagers à faire tester leurs produits avant consommation. Après l'interdiction de vente de la 3-MMC en 2021, puis de la 3-CMC en 2023, c'est notamment la 2-MMC qui semble avoir été davantage achetée sur les sites hollandais. L'achat de cathinones ou de GHB/GBL sur Internet permet de s'approvisionner en plus grosses quantités et de réduire les coûts.

« Je l'achète sur Internet [la 2-MMC], sur le web classique, je tape mon site. [...] Aux Pays-Bas, où je l'achète, c'est légal. [...] Je me fais livrer, trois jours après je l'ai chez moi. Je prends 25 grammes pour le mois ce qui me coûte 450 euros [environ]. Ceux qui prennent des quantités beaucoup plus importantes, les dealers, ont des rabais [...] Une entreprise d'Amsterdam aussi m'envoie du GBL. Pour 250 ml j'achète ça 100 euros [environ], toujours sur Internet. » (Chemsexer de 43 ans, Somme)

Des sessions chemsex plus exigeantes

Les lieux où se déroulent des soirées *chemsex* sont multiples. Elles peuvent s'organiser dans l'appartement de l'un des participants tout comme dans une grande location en campagne sur plusieurs jours. Les sessions sont aussi variées dans leur nombre de participants (réduit ou au contraire plus élargi). Néanmoins, les acteurs interrogés observent que les *chemsexers* se regroupent de plus en plus souvent en petit comité, avec des partenaires de confiance, dans des espaces plus restreints.

« J'ai l'impression qu'avec la généralisation du *chemsex*, on est de moins en moins dans des très grosses soirées. Ça existe encore les gros trucs, louer une villa, un entrepôt pour le week-end. Mais ouais, c'est des gens qui ont un appart, 3-4 pièces, 3-4 personnes dans la salle à manger, 2 ou 3 personnes dans une grande chambre, si c'est des bons organisateurs, t'as un espace chill dans la cuisine, si elle est assez grande. » (Intervenant auprès de *chemsexers*, MEL)

Certains organisateurs se montrent exigeants concernant les personnes qu'ils invitent (critères physiques, validation de la personne par tout le groupe, niveau de langage). Ils peuvent aussi refuser d'accueillir certaines pratiques comme l'inhalation de cocaïne basée ou l'injection (ou, au contraire, la mettre en avant).

« Les mecs qui venaient chez moi sont triés sur le volet. Il y a une application qui s'appelle Grindr, ou Hornet, ou d'autres, mon critère principal à moi pour les faire venir, j'étais vigilant aux fautes d'orthographe, si jamais ils faisaient trop de fautes d'orthographe ou des choses comme ça, ils ne venaient pas chez-moi. Ça prouvait une certaine éducation. » (Chemsexer de 43 ans, Somme)

« Il y a un mec qui une fois est venu chez moi et, sans me demander, il a commencé à sortir la coke, l'ammoniaque et le truc, il a ouvert la bouteille. J'ai dit : "Tu dégages. Tu ne vas sûrement pas baser ta cocaïne dans mon salon. Dégage de là." » (Chemsexer, la quarantaine, MEL)

Diversification des modes de gestion des descentes

Les sessions *chemsex*, avec des prises intenses de produits, induisent des descentes difficiles. Il s'agit de la période post session marquée par la disparition des effets des substances. Afin d'adoucir les effets indésirables ressentis lors de ces descentes, les *chemsexers* peuvent consommer plusieurs produits tels que le cannabis. Plus rarement, certains peuvent se tourner vers la psilocybine (extraite des champignons hallucinogènes et vendue sur Internet sous forme de sachets de « truffes magiques » comestibles ou de gélules, par exemple). Les médicaments, notamment les benzodiazépines et anxiolytiques (par exemple le Valium®), permettent aussi d'atténuer la sensation de mal-être et/ou d'anxiété post session. Ils sont parfois directement prescrits par certains médecins qui accompagnent les *chemsexers*. En 2024, comme en 2023, quelques professionnels et *chemsexers* de la MEL observent de manière marginale une utilisation d'héroïne pour gérer la fin des sessions. Toutefois, aucun acteur picard n'a relevé cet usage.

« Je connais deux ou trois personnes qui sont tombées dans l'héroïne par le *chemsex*. Qui n'avaient jamais consommé d'héroïne avant et qui ont pris ça en outil de détente. » (Chemsexer, la quarantaine, MEL)

« Il y en a qui le disent. Ce n'est pas encore fort, fort présent je trouve. C'est vraiment à la marge. [...] On a deux ou trois *chemsexers* comme ça qui demandent de l'acide ascorbique [utilisé pour injecter l'héroïne]. » (Infirmière en CAARUD, MEL)

Les acteurs de la RdRD à distance constatent par exemple que sur 40 *chemsexers*, trois consomment de l'héroïne en injection (un dans le Pas-de-Calais et deux dans le Nord). Les professionnels leur distribuent également de la naloxone pour prévenir les overdoses.

Les sorties du *chemsex* : quelles difficultés et quelles stratégies mises en place ?

Les *chemsexers* rencontrent de nombreuses difficultés lorsqu'ils souhaitent diminuer ou arrêter la pratique. La rupture du lien social qu'ils tissent avec les autres *chemsexers* rend la prise de distance difficile. Un *chemsexer* décrit par exemple une forme de harcèlement pendant une période d'éloignement (appels réguliers, *chemsexers* qui passent directement chez lui, etc.). Globalement, de nombreux *chemsexers* se tournent vers le *chemsex* justement parce qu'ils se sentent stigmatisés ou parce qu'ils rencontrent des difficultés à nouer des liens avec d'autres hommes. Ils se sentent parfois davantage compris au sein de ce groupe de pairs. En outre, l'entrée dans cette pratique et l'addiction qui peut en découlter accentuent dans certains cas l'isolement social en dehors des *chemsexers* (travail, amis, famille). Cet isolement rend difficile la sortie du *chemsex*.

« Ce qu'on retrouve de façon globale à tous les âges, c'est la sociabilité, c'est le groupe, ils ont un groupe d'amis *chemsexers* et c'est hyper important pour eux. Par contre, ceux qui veulent s'en sortir, c'est une catastrophe parce qu'ils sont exclus de la communauté. Ils se retrouvent seuls, isolés. Ils n'ont plus d'amis, plus de repères. [...] Ils ont quand même l'air de connaître la vie de l'un l'autre. Je pense qu'ils échangent beaucoup entre eux dans la semaine aussi. Se téléphoner, s'envoyer des messages. Donc ils sont tout le temps en lien, du coup, quand ils quittent, effectivement, ils sont seuls chez eux. » (Médecin généraliste, MEL)

« Il m'avait dit qu'il était addict et que c'était pour lui difficile de mettre à distance parce qu'il y avait un côté social qu'il n'avait pas dans sa vie de tous les jours, parce qu'il est très isolé. » (Éducatrice en CAARUD, Somme)

Les jeunes *chemsexers* ayant découvert leur sexualité par le *chemsex* appréhendent la rupture de manière anxiogène. Ils redoutent d'avoir des rapports sexuels sans produit, c'est également parfois le cas pour les *chemsexers* plus âgés et/ou en couple (manque de confiance en soi, moins de plaisir, perte de repères).

« Aujourd'hui, tu as des jeunes de 16-17 ans qui découvrent leur sexualité et t'en as de 60 ans. Il y a toute la crainte de la sexualité sans produit, si je veux avoir une sexualité, comment je fais sans produit. [...] Comment faire pour son image du corps, pour ses performances ? Et même le plaisir en tant que tel, où ils disent que c'est un peu fade. » (Médecin en CSAPA, Lille)

« Je me suis séparé à cause de la 3-MMC. On s'est mis d'accord pour faire le sexe avec tout le monde. Le problème, c'est quand on se trouvait plus qu'à deux, je n'arrivais pas parce qu'il me manquait ma partouze derrière, donc il n'y avait plus aucune relation sexuelle, même avec de la 3, et on s'est séparé à cause de ça. » (Chemsexer de 43 ans, Somme)

La vie en dehors des grandes métropoles accentue ce phénomène puisqu'elle réduit la possibilité de rencontrer d'autres hommes. Des acteurs interrogés constatent aussi que certains utilisateurs des applications de rencontre pour HSH valorisent l'usage de drogues en contexte sexuel. Cette valorisation des usages de drogues amène certains hommes, notamment les plus jeunes, à concevoir les rapports sexuels et amoureux uniquement à travers la consommation de drogues.

« Les très jeunes [20-25 ans] quand on leur pose la question, ils disent : "De toute façon, j'ai pas le choix, si je veux de la sexualité, je dois faire du chemsex." [...] Ils disent, sur les applis, s'ils cherchent, ils ont du mal à trouver un partenaire s'il n'y a pas de chemsex de temps en temps. Ils me disent : "De toute façon, tous mes copains consomment, toutes mes relations consomment, si je veux rester dans la sociabilité, je suis quasi obligé d'en prendre." » (Médecin généraliste, MEL)

Des personnes élaborent des stratégies pour sortir du *chemsex* ou pour ne pas retomber dans la pratique après l'avoir arrêtée. Certaines évoquent le besoin de s'éloigner géographiquement (de la communauté et des produits) en changeant de région ou de numéro de téléphone pour ne pas être sollicitées.

« J'en ai quelques-uns qui arrivent à s'en sortir. Systématique, c'est : "Je vois plus mes amis, je bloque mes amis et, quand je replonge, c'est parce que j'ai revu des amis que j'avais à cette période-là. Donc je dois les couper." J'en ai deux qui ont quitté la région pour justement se mettre en sécurité et avoir moins de tentations. Ils doivent trouver un nouveau cercle d'amis à l'extérieur et ne pas croiser ceux qui pourraient les tenter. » (Médecin généraliste, MEL)

« J'ai changé de numéro de téléphone et j'ai supprimé les numéros. [...] ça faisait partie des stratagèmes. Il y a un moment, pour éviter de craquer, je m'éloignais. J'ai toujours considéré que la [région d'origine], c'est ma région natale, il y a la maison de mes parents, c'était ma safe zone. » (Chemsexer, la quarantaine, MEL)

La pratique du *chemsex* à la croisée de diverses conséquences

Le *chemsex* a de nombreuses conséquences à la fois somatiques et psychiatriques. Les risques d'infections sexuellement transmissibles et de transmission du VIH ou des hépatites sont importants (partage de matériel de consommation, relations sexuelles non protégées). La pratique du *slam* (injection) peut aussi endommager considérablement les voies veineuses et provoquer des abcès.

« J'en ai un là, qui fait abcès sur abcès. C'est une catastrophe. Qui a été hospitalisé quatre ou cinq fois pour des nettoyages de bras à chaque fois. » (Médecin généraliste, MEL)

Plus grave encore, les surdoses et les décès liés à la consommation de cathinones et en particulier de GHB/GBL (à quoi s'ajoutent aussi souvent les benzodiazépines qui majorent le risque) sont récurrents. Des professionnels et des *chemsexers* témoignent de décès. La presse locale s'est également fait l'écho de plusieurs décès dans la Région fin 2024³⁰. En réaction, les *chemsexers* mettent souvent en place des stratégies pour réguler leurs consommations de GHB/GBL, telles que noter l'heure de chaque prise (sur un tableau, une fiche ou son téléphone) ou avoir un gobelet attitré.

« Il y a toute la question du G [GHB/GBL] qui est hyper importante aujourd'hui. C'est ce qui tue les *chemsexers*, c'est le G. [...] Alors, soit il y a des accidents de G parce qu'il est mis dans des bouteilles d'eau [il est alors ingéré par mégarde] ou parce qu'ils n'ont pas forcément espacé leurs consommations. » (Psychiatre en CSAPA, Lille)

« Il y a des fiches de soirée où chacun note à chaque fois sur sa grille pour contrôler. Et puis ils essaient de se surveiller l'un l'autre pour voir s'il y en a un qui ne consommerait pas un peu trop. [...] Si on ne met pas la croix, les copains essaient de mettre une croix quand j'ai consommé et, s'il y a trop de croix pour un, ils essaient d'interdire, de reporter. » (Médecin généraliste, MEL)

30. La Voix du Nord, « Chemsex : au moins trois morts dans le Nord et plusieurs trafics de drogues démantelés », 27 décembre 2024.

L'usage intensif de stimulants, les descentes après les sessions et un manque de sommeil important peuvent également provoquer des troubles psychiatriques (pensées suicidaires, anxiété, dépression et même hallucinations). L'isolement social et parfois la perte de l'emploi contribuent aussi à affaiblir psychologiquement certains *chemsexers* au profil déjà fragile ou anxieux³¹.

« *Il y a des complications aussi au niveau psychiatrique. Donc pas mal de soins dépressifs, de crises suicidaires aussi pendant les descentes, j'en vois assez souvent.* » (Psychiatre en CSAPA, Lille)

De plus, le *chemsex* peut conduire à des consommations solitaires et excessives en dehors de la pratique, notamment pour ce qui concerne l'injection de cathinones. La pratique sexuelle peut alors devenir anecdotique et justifier la consommation de drogues. Enfin, le *chemsex* pose toujours des problèmes en matière de consentement (viols, soumissions chimiques, prises de produits forcées). Avec les professionnels qui les accompagnent, des *chemsexers* tentent de mettre des mots sur ce qu'ils ont pu subir et prennent parfois aussi conscience de leurs propres actes.

Un accompagnement qui se développe

En réponse aux complications induites par la pratique du *chemsex*, les professionnels de santé, les associations de RdRD et certains *chemsexers* mettent en place diverses actions. Côté réduction des risques, les CAARUD s'appuient sur la délivrance de matériel de consommation (parfois par voie postale), sur l'accompagnement à l'injection à moindre risque ou encore sur une posture d'écoute. Côté sanitaire, les CSAPA et les centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD) de la Région enregistrent des demandes et des accompagnements de *chemsexers* (encore très minoritaires dans les files actives). Ils proposent un suivi pluridisciplinaire approfondi, proposent des dépistages et délivrent la PrEP (prophylaxie pré-exposition). Quelques organisateurs la fournissent directement pour éviter les contaminations par le VIH. À la fin des sessions, ils proposent parfois aussi d'autres médicaments, par exemple la doxycycline, pour réduire le risque de contracter certaines infections sexuellement transmissibles (IST). Peu de *chemsexers* utilisent des préservatifs³².

« *Il y a des soirées organisées où on leur fournit la PrEP d'emblée. Ils commencent avec leurs deux comprimés en arrivant et, si ça dure tout le week-end, il y a des quantités suffisantes pour avoir de la PrEP pour tout le monde tous les jours. Et à la fin du week-end, ils ont deux comprimés de doxycycline pour essayer de réduire les risques gono [gonorrhée] et chlamydia. Ça, c'est l'organisateur qui fournit tout.* » (Médecin généraliste, MEL)

Les professionnels rencontrent néanmoins des limites quant à l'accompagnement des *chemsexers*. Lorsque l'un d'eux vient chercher du matériel pour ses partenaires, il est difficile pour le CAARUD d'approcher et de sensibiliser l'ensemble du groupe. Les CAARUD sont aussi souvent associés à la toxicomanie, l'addiction et aux publics très précarisés, ce qui freine certains. Des *chemsexers* sont même réfractaires à l'idée de se rendre dans une pharmacie pour récupérer des seringues stériles, ce qui accentue le risque de réutilisation ou de partage³³.

« *Nos limites, encore une fois, c'est que ça va être une personne qui va commander pour plusieurs amis. Et ses amis, eux, ne sont pas forcément attentifs à ses messages de réduction des risques. Les gens qui nous contactent eux-mêmes, ils sont inquiets en disant : "Mais ce que je vois, c'est n'importe quoi."* » (Éducatrice en CAARUD, Lille)

« *La première chose qu'il faut intégrer pour pouvoir passer la porte, c'est que tu es un drogué. [...] Et le problème, c'est que, pour connaître les programmes de RdRD à D [à distance], il faut passer quand même la porte d'un CAARUD pour la première fois pour qu'on leur présente le dispositif. Le dispositif est quand même finalement extrêmement bien fait, mais assez mal connu.* » (Chemsexer, la quarantaine, MEL)

31. La Voix du Nord, « Chemsex : maintenant c'est tous les âges et toutes les catégories socioprofessionnelles », 28 décembre 2024.

32. Des *chemsexers* disposent parfois des résultats négatifs de leurs dépistages pour rassurer les autres participants et avoir un rapport sans protection.

33. À ce propos, certains usagers expérimentés continuent de réaliser les injections pour d'autres *chemsexers* non-initiés.

En 2023-2024, des initiatives dans la Région se sont développées à destination des *chemsexers*. L'expérimentation du « parcours *chemsex* » en Artois, en partenariat avec le comité de coordination régionale de lutte contre les IST et le VIH (COREVIH) et financée par l'ARS Hauts-de-France, est l'une de ces initiatives. D'un côté, le COREVIH a mené une enquête par questionnaire auprès de *chemsexers* et des professionnels qui les accompagnent conduisant à établir un état des lieux régional sur la pratique du *chemsex*. De l'autre, les membres du réseau Artois (CeGIDD de Lens, centre hospitalier, CSAPA, CAARUD) se sont associés pour répondre conjointement aux besoins des *chemsexers*, mais aussi pour monter en compétences à travers des formations. Ce travail commun a permis de créer des supports de prévention et notamment des kits RdRD spécifiquement dédiés au *chemsex* (kit sexe, kit G, kit plug, kit slam et kit sniff). Chaque kit comporte du matériel et un flyer de prévention. L'idée du « parcours *chemsex* » et les outils développés (formations, kits RdRD) ont l'ambition d'être déployés ailleurs en Région. Le réseau ARPA *Chemsex* (Accompagnement en réseau pluridisciplinaire amélioré) est une autre initiative. Il est porté par Aides et la fédération Addiction au niveau national et par Aides Lille au niveau local. Le réseau propose des week-ends santé, des groupes de parole, des entretiens individuels et des accompagnements spécifiques.

Enfin, au-delà de ces initiatives, des médecins de la Région (addictologues et certains généralistes), mais aussi des psychologues et des travailleurs sociaux, se forment et reçoivent des *chemsexers*, lesquels par le bouche-à-oreille conduisent d'autres à les consulter.

Kétamine : profils variés des consommateurs

Comme évoqué dans la partie consacrée aux usages en espaces festifs, la kétamine est un produit particulièrement consommé par les fêtards de manière récréative (en sniff). Elle est aussi parfois consommée par des *chemsexers* (en injection ou en sniff). De manière marginale, certaines personnes en situation de grande précarité (sans-abri ou vivant en squat) en consomment également (en sniff ou en injection), de manière récréative ou comme antidouleur.

L'usage de kétamine (principalement sniffée, mais aussi parfois injectée) peut s'inscrire dans le quotidien de certains consommateurs et engendrer des addictions et des problèmes de santé. Ces consommateurs sont des hommes et des femmes (jeunes, mais aussi moins jeunes) insérés socio-économiquement, qui ont fréquenté des espaces festifs (de manière récente ou plus ancienne), mais pas toujours.

« *Un public de plus en plus jeune qui s'enfonce dans une consommation de ké [kétamine] au quotidien. Ça, on en retrouve de plus en plus. En fait, ça se limite plus au week-end ou au récréatif, mais vraiment ça devient un produit quotidien. Ce sont des gens de 18, 17, 19 ans qui en consomment tous les jours, qui ont des gros soucis avec ça pour suivre les études, etc. Qui n'ont jamais parlé d'un quelconque problème de consommation à des professionnels avant. Donc là, nous on vient en tant que CAARUD [...] et, du coup, ça facilite un petit peu la discussion. Ce qu'on ne voyait pas trop avant.* » (Intervenant en espaces festifs, Aisne)

« *La kétamine, moi, j'ai l'impression que ça sort partout. Là, j'ai eu des signaux en milieu étudiant à l'université. [...] On a eu aussi un autre étudiant qui a eu des douleurs vésicales et donc qui a fini en urologie et qui avait une atteinte inflammatoire de la vessie. On avait eu aussi une dame avec des complications des voies biliaires. Et qui ne sont pas des teufeurs.* » (Médecin, addictovigilance, Hauts-de-France)

Les consommateurs de kétamine plus âgés et insérés socialement (avec un emploi ou au chômage, avec un logement ou logé chez un tiers et avec des ressources amicales et familiales) sont souvent polyconsommateurs ou l'ont été. Leurs expériences se ressemblent : une initiation, en général en milieux festifs, il y a plusieurs années (certains fréquentent encore ces milieux, en particulier les *free parties*), des consommations aussi en solitaire et de la revente pour financer les consommations personnelles (ils ont souvent un réseau de consommateurs-revendeurs autour d'eux). Ils vivent en général en dehors des grandes métropoles.

« *J'ai commencé à prendre de la ké en rave-party il y a 23 ans avec un ami. Je la consomme en sniff. Au début c'étaient des consos occasionnelles, puis de plus en plus fréquentes et, à ce jour, ce sont des consos quotidiennes. Je prends en moyenne 5 grammes par jour. [...] Je ne sais même plus pourquoi je consomme à force.* » (Consommateur de kétamine de 40 ans, vit en ruralité, Picardie)

« *J'ai commencé mes consommations en 2016 à un teknival [festival techno]. Je prends la kétamine en sniff. Mes consommations ont beaucoup augmenté, elles sont très fortes et surtout en hiver, j'ai remarqué. Par mois, ça me coûte environ 200 euros pour 10 grammes.* » (Consommateur de 31 ans, vit en ruralité, Picardie)

Ces usagers de kétamine ne consultent parfois aucun service de soins, ou de manière ponctuelle, et gèrent les éventuelles conséquences négatives de leur côté (notamment les problèmes somatiques : vessie, reins, estomac, etc.). Certains services d'addictologie sont aussi parfois démunis face à cette addiction encore peu commune.

« *Des fois, je peux prendre 10 grammes de ké par jour ! En ce moment, je suis entre 2 et 5 grammes. La consommation de ké m'a apporté beaucoup de problèmes de santé : des problèmes urinaires surtout, de la constipation, mal de bide, j'urine du sang, plus moyen de pisser, des trucs comme ça... C'est déjà pas mal ! [...] J'ai essayé d'arrêter, j'en pouvais plus. J'ai pris contact avec un CSAPA qui ne savait pas trop comment m'aider. Le CAARUD m'a orienté à [Paris] pour une cure, mais je n'ai pas donné suite. J'ai retravaillé énormément, du coup je ne consommais plus trop. Et j'ai arrêté mon taf, alors ça a repris...* » (Fêtard et consommateur de kétamine de 37 ans, vit en ruralité, Picardie)

« *Depuis le début de mes consommations, j'ai remarqué une forte accoutumance. Je prends environ 50 grammes de ké par mois et quand je consomme avec des amis, c'est plus. [...] Avant j'avais des problèmes de santé à cause de la kéta, mais maintenant je fais attention [il en consomme beaucoup moins, plus de façon journalière, et il boit plus d'eau]. J'aimerais que mes consommations restent festives, mais plus facile à dire qu'à faire !* » (Consommateur de kétamine de 24 ans, vit en ville, Picardie)

Malgré des consommations importantes et parfois des problèmes de santé, plusieurs consommateurs interrogés déclarent ne pas ressentir d'impact négatif sur leur vie personnelle.

« *Je ressens parfois des douleurs au plexus, aux reins quand je consomme. [...] Je n'ai jamais été suivi dans un centre spécialisé. Je n'ai pas l'impression que mes consommations ont des conséquences sur ma vie car j'ai des amis, je travaille, je sors* » (Consommateur de kétamine de 45 ans, vit en ruralité, Picardie)

« *Par rapport à mes débuts, j'ai remarqué une augmentation des doses. Je ne prends plus que ça d'ailleurs comme produit. Je prends entre 30 et 40 grammes par mois, parfois plus. [...] Je n'ai pas vraiment l'impression que la kétamine impacte ma vie, au contraire, cela me motive pour faire des choses.* » (Consommateur de kétamine de 36 ans, vit en ruralité, Picardie)

En 2024, plusieurs professionnels interrogés continuent néanmoins de recevoir des demandes de prise en charge pour ce produit. Les demandeurs sont souvent plus jeunes (hommes et femmes de moins de 25 ans). La kétamine répond alors régulièrement à des troubles psychiques ou à des traumatismes vécus, par exemple d'ordre sexuel chez des jeunes femmes. Les consommations peuvent aussi avoir débuté en milieux festifs et devenir addictives.

« *Il s'agit majoritairement de jeunes femmes âgées de 20 à 25 ans. Leurs premières expérimentations de la substance se déroulent généralement après la majorité. Ces patientes appartiennent souvent à des groupes de teufeurs ou sont d'anciennes participantes de ces milieux, ayant déjà expérimenté d'autres substances psychoactives. [...] Ces femmes sont fréquemment en questionnement sur leur identité de genre, et parfois sur leur orientation sexuelle [...] Leurs consommations débutent généralement dans un cadre collectif, mais évoluent souvent vers une consommation en solitaire [...] Les relations familiales sont souvent très conflictuelles, voire inexistantes. En revanche, on observe une forte cohésion avec leur entourage amical et des échanges marqués par une entraide mutuelle. [...] Les parcours de ces patientes révèlent fréquemment des antécédents de traumatismes sexuels dans l'enfance ainsi que des violences physiques. [...] Bien qu'elles nécessitent un suivi psychiatrique, les interruptions dans leurs soins rendent difficile la mise en place d'un suivi avec un psychiatre.* » (Éducatrice en CSAPA, pôle prévention, Oise)

BIBLIOGRAPHIE

Liens accessibles au 21/07/2025

- Chouvy P.-A., Macfarlane J. (2018) [Agricultural innovations in Morocco's cannabis industry](#). *International Journal of Drug Policy*, Vol. 58, p. 85-91.
- Dutilleul B. (2024) [TREND - Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Lille et dans les Hauts-de-France en 2023](#). Paris, OFDT, 51 p.
- EMCDDA (2022) [Rapport européen sur les drogues 2022 : tendances et évolutions](#). Luxembourg, Publications Office of the European Union, 60 p.
- Gandilhon M. (2022) [L'offre de stupéfiants en France en 2021](#). Paris, OFDT, coll. Notes de bilan, 13 p.
- Gérome C. (2020) [Guide méthodologique du dispositif TREND](#). Paris, OFDT, 80 p.
- Gérome C. (2024) [Substances psychoactives, usagers et marchés : tendances en 2023. Tendances](#), OFDT, n° 166, 8 p.
- Gérome C., Milhet M., Tissot N., Madesclaire T. (2024) [Chemsex, retour sur 15 ans d'usages de drogues en contexte sexuel](#). Paris, OFDT, coll. Notes de résultats, 17 p.
- UNODC (2022a) [Opium cultivation in Afghanistan. Latest findings and emerging threats](#). Vienna, United Nations Office on Drugs and Crime, coll. UNODC Research Brief, 23 p.
- UNODC (2022b) [World drug report 2022](#). New York, United Nations.
- UNODC (2023) [Afghanistan opium cultivation in 2023 declined 95 per cent following drug ban: new UNODC survey](#). Press release, 5 November 2023.

ANNEXES

Annexe I. Liste des sigles	47
Annexe II. Liste des structures et institutions auditionnées	49
Annexe III. Les analyses SINTES en 2024	50

Annexe I. Liste des sigles

AFD	Amende forfaitaire délictuelle
ANSM	Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé
ARS	Agence régionale de santé
ASE	Aide sociale à l'enfance
CAARUD	Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues
CCAS	Centre communal d'action sociale
CeGIDD	Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic
CEIP	Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance
CEIP- A	Centre d'addictovigilance
CHRS	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale
CJC	Consultation jeunes consommateurs
CROSS	Cellule de renseignement opérationnel sur les stupéfiants
CS	Cannabinoïde de synthèse
CSAPA	Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie
CTR	Centre thérapeutique résidentiel
DDSP	Direction départementale de la sécurité publique
ELSA	Équipe de soins et de liaison en addictologie
EPSM	Établissement public de santé mentale
EUDA	European Union Drugs Agency - Agence de l'Union européenne sur les drogues (anciennement Observatoire européen des drogues et des toxicomanies)
HSA	Haltes soins addictions (anciennement SCMR)
HSH	Hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes
ILS	Infraction à la législation sur les stupéfiants
LPS	Laboratoire de police scientifique
MEL	Métropole européenne de Lille
MILDECA	Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
MNA	Mineur non accompagné
NPS	Nouveaux produits de synthèse
OFAST	Office anti-stupéfiants
OFDT	Observatoire français des drogues et des tendances addictives
OMS	Organisation mondiale de la santé

ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
PES	Programme d'échange de seringues
PJJ	Protection judiciaire de la jeunesse
RdRD (RdR)	Réduction des risques et des dommages
SCMR	Salle de consommation à moindre risque (nouvellement HSA)
SINTES	Système d'identification national des toxiques et substances
SPIP	Service pénitentiaire d'insertion et de probation
TAO	Traitements par agonistes opioïdes (aussi appelés traitements de substitution aux opiacés - TSO)
TREND	Tendances récentes et nouvelles drogues

Annexe II. Liste des structures et institutions auditionnées

CAARUD

- MEL : Ellipse, Sleep'in, Spiritek (pôle festif et pôle accueil), Oxygène
- Roubaix : Point fixe
- Dunkerque : Médiane
- Arras : l'Étape
- Oise : le Relais-Le Kméléon
- Aisne : Aisne-Sud et Aisne-Nord (la K-Fet)
- Somme : la Parenthèse

Services de soins

- CSAPA de Lille-Lomme, CSAPA de Lille, CSAPA/CJC de Tourcoing, CSAPA de Roubaix, CSAPA de Beauvais, CSAPA de Creil, CSAPA de Compiègne, CSAPA d'Amiens, CSAPA de Saint-Quentin
- Centre hospitalier de Lille et de Lens
- CEIP-A de Lille
- Samu social de Lille, d'Amiens et de Compiègne
- Coordination de soins en addictologie (Hauts-de-France)
- Pharmacie lilloise

Forces de l'ordre

- OFAST de Lille
- CROSS 59
- Douanes de Lille
- Laboratoire de police scientifique (LPS) de Lille

Associations et institutions représentées

- CèdrAgir
- La Sauvegarde du Nord
- Spiritek
- Oxygène
- ABCD
- Association Michel
- CH de Lille et de Lens
- EPSM de Saint-André-lez-Lille
- SATO Picardie
- Le Mail
- Oppelia
- CMAO
- UDAUS 80
- Samu social de l'Oise
- Généralistes et addictions Hauts-de-France
- SIS Officine
- OFAST
- CROSS
- LPS
- Douanes

Annexe III. Les analyses SINTES en 2024

Produit supposé	RÉSULTATS DE L'ANALYSE					Secteur
Héroïne	Héroïne base 17,90 %	Paracétamol 44,90 %	Caféine 22 %	Noscapine 11,40 %	6-MAM (6-monoacetylmorphine) 0,8 % + alcaloïdes du pavot	MEL
Héroïne	Héroïne base 8,10 %	Paracétamol 44,20 %	Caféine 21,90 %	Noscapine 4,80 %	6-MAM (6-monoacetylmorphine) + alcaloïdes du pavot	Somme
Héroïne	Héroïne base 7,80 %	Paracétamol 53,60 %	Caféine 31,40 %	Noscapine 4,80 %		Somme
Héroïne	Héroïne base 6 %	Paracétamol	Caféine 29 %	Alcaloïdes de l'opium 6 %		MEL
Héroïne	Héroïne base 5,50 %	Noscapine 4,40 %	Paracétamol 56,90 %	Caféine 29,30 %	6-MAM (6-monoacetylmorphine)	Somme
Héroïne	Héroïne base 5,30 %	Paracétamol 53,80 %	Caféine 26,30 %	Noscapine 4,60 %	6-MAM (6-monoacetylmorphine)	Littoral
Héroïne	Héroïne base 4,30 %	pParacétamol 55,98 %	Caféine 28,76 %	6-MAM (6-monoacetylmorphine) 1,77 %	Noscapine + alcaloïdes du pavot	Somme
Héroïne	Héroïne base 4,30 %	Paracétamol 57,70 %	Caféine 29 %	Noscapine 3,10 %	Papavérine + alcaloïdes du pavot	Littoral
Héroïne	Héroïne base 4,2 %	Paracétamol 54,10 %	Caféine 28,50 %	Noscapine 3,40 %		Somme
Héroïne	Héroïne base 0,2 %	Paracétamol 61,90 %	Caféine 33,30 %			Somme
Héroïne	Héroïne base	Caféine	Paracétamol			Oise
Fentanyl supposé	Héroïne base	Noscapine	Caféine	Paracétamol		Nord
Cocaïne basée	Cocaïne base 91,60 %					Somme
Cocaïne	Cocaïne 99 %	Phénacétine (traces)				Somme
Cocaïne	Cocaïne 95,50 %					Littoral
Cocaïne	Cocaïne 94,90 %					Aisne
Cocaïne	Cocaïne 93,30 %					Littoral
Cocaïne	Cocaïne 84,40 %					MEL
Cocaïne	Cocaïne 78 %					Somme
Cocaïne	Cocaïne 77,60 %					Littoral
Cocaïne	Cocaïne 76 %	pPhénacétine 21 %	Impuretés de la cocaïne (sans précision)			Somme
Cocaïne	Cocaïne 66,30 %	Lévamisole	Procaïne			Somme
Cocaïne	Paracétamol					MEL
Cocaïne	Saccharose					Littoral
Cocaïne	Saccharose					Littoral
Ecstasy	MDMA/3,4-MDMA	Caféine				Somme
Ecstasy	chlorhydrate de MDMA 25 % (soit 173,25 mg)					Somme
Ecstasy	chlorhydrate de MDMA 46,60 % (soit 224 mg)					Somme
Tucibi	Kétamine (majoritaire)	Chlorhydrate de MDMA (minoritaire)				Somme
Speed	Amphétamine sulfate	Présence d'impuretés de synthèse				Littoral

Produit supposé	RÉSULTATS DE L'ANALYSE				Secteur
Cannabis (herbe)	delta-9-THC 21,80 %	CBN (cannabinol) 0,02 %	CBD (cannabidiol)		MEL
Cannabis (herbe)	delta-9-THC 16,50 %	CBD (cannabidiol)	CBN (cannabinol) 0,2 %		Somme
H4-CBD (herbe)	H4-CBD	CBD (cannabidiol) 9,10 %	Delta-9-THC (traces)		Aisne
CBD/RAF (herbe)	HHCP-O	Delta-9-THCP	Delta-9-THC 0,40 %	CBD (cannabidiol) 8 %	Nord
THC-P (herbe)	Échantillon perdu				Aisne
PTC	MDMB-BUTINACA				Somme
PTC	ADB-BUTINACA	Propylène glycol	Glycérine		Somme
PTC	ADB-BUTINACA	Glycérine	Propylène glycol		Somme
PTC	ADB-BUTINACA	ADB-4en-PINACA	Glycérine		Somme
Psilocybe bohemica - forme mycélium (psylocibine)	Ergostérol 2				Pas-de-Calais
4-HO-MET	4-HO-MPT				Littoral
LSD	LSD				Somme
GBL	GBL : composé majoritaire	GHB			Littoral
2-CMC	2-CMC				Pas-de-Calais
Trip Stopper	Vitamine E	Acides gras (sans précision)	Hydroxyméthylfurfural		Littoral



Observatoire français des drogues et des tendances addictives
69 rue de Varenne 75007 Paris
Tél : 01 41 62 77 16
e-mail : ofdt@ofdt.fr

Crédit photo couverture : © Pixabay

www.ofdt.fr